

MONOPOLYTIC.

LA REVUE | Sciences Economiques et Sociales
Sciences Politiques et Géopolitique | Droit



Mai 2024 | Numéro 2

(DÉ)CONSTRUCTIONS



**Notre Vidéo
à ne pas rater!**



L'ÉDITO

Être membre de Monopolytic, c'est construire un monde grâce à nos mots pour déconstruire les barrières qui nous divisent. C'est démêler la complexité de la réalité et faire couler nos encres sur les pages de notre journal pour comprendre. Comprendre pourquoi souvent, l'humanité se perd dans la barbarie, et la justice s'égare loin de l'équité.

Mais c'est surtout comprendre pourquoi, à chaque tentative de reconstruction, le Liban semble s'effondrer un peu plus, et un peu plus, nos douleurs s'amplifient. Pourtant, c'est comme si la répétition des tragédies avait engourdi nos émotions, nous laissant presque insensibles devant l'ampleur de cette douleur. Faire partie de Monopolytic, c'est être témoins de notre époque et résister à cette indifférence. Conscients que même si notre plume ne résoudra pas nos conflits, elle nous permettra de nous exprimer pour tenter de saisir pourquoi les cicatrices du passé continuent de hanter notre présent.

Je suis fière et honorée d'être la rédactrice en chef de la deuxième édition de Monopolytic. Bien plus qu'une simple revue, elle reflète surtout nos aspirations à un avenir plus prometteur. Tous ensemble, nous avons tenté d'offrir aux esprits les plus assoiffés une source de vérité, et un journal de haute qualité.

Chers lecteurs, en parcourant Monopolytic, vous ne vous contentez pas de vous informer, vous lutez contre la passivité et l'indifférence. Vous réagissez, parce que vous vous efforcez de comprendre. Je suis persuadée que cette revue continuera à incarner avec succès son rôle d'éducateur dans les années à venir. Mais pour l'instant, ouvrez cette deuxième édition, lisez-la, et surtout, réagissez.

Christy Ghosn

Rédactrice en Chef (2023-2024)



Cette revue est le fruit du travail d'élèves passionnés mais inexpérimentés, elle pourrait donc comporter quelques faiblesses. Nous vous remercions de votre indulgence face aux éventuelles imperfections de cette publication. Les opinions exprimées dans les articles et les commentaires de la revue sont celles des auteurs individuels et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'établissement scolaire.





Peu après ma nomination au Grand Lycée au printemps dernier, le numéro 1 de la revue Monopolytic m’a été offert par mon prédécesseur : il s’agissait pour Xavier Ferrand, au-delà du geste d’amitié, de témoigner de son admiration pour le talent des élèves et des professeurs qui avaient permis à ce numéro de voir le jour. Connaissant bien le GLFL, je ne doutais en rien de ce potentiel...mais je vous avoue avoir été impressionné par la qualité et la profondeur de réflexion des articles que j’y ai trouvés : j’ai d’ailleurs la conviction que nombre de ces articles auraient eu leur place dans beaucoup de journaux ou magazines spécialisés.

On dit souvent, dans le domaine du sport par exemple, ou encore dans celui de la culture, qu’au-delà de la performance ou du succès initial lui-même, le plus difficile est de confirmer lors du match suivant, de la chanson suivante ou du film suivant: à mes yeux, l’équipe de Monopolytic a incontestablement réussi ce pari difficile! Je suis extrêmement fier de nos élèves et infiniment reconnaissant envers leurs enseignants : j’espère que vous prendrez, chères lectrices et chers lecteurs, autant de plaisir que moi à la lecture de ce numéro 2. Prenez le temps, lisez, relisez, réfléchissez, échangez, vous en ressortirez différents et peut-être même plus intelligents. Bonne lecture, et rendez-vous dans un an pour le numéro 3 !

Jean-Michel Maigre
Proviseur du Grand Lycée
Franco-Libanais



Monopolytic est un projet. Un projet, ça avance. Imaginez un journal qui doit changer sa rédaction chaque année, tout réapprendre, tout réorganiser... quel drôle de pari ce serait.

C’est pourtant celui qui est relevé par nos journalistes de Monopolytic, cette année, avec le défi de faire aussi bien, si ce n’est mieux, que leurs prédécesseurs.

Les professeurs, Mmes Daoud et Wazir, qui encadrent Monopolytic, ont eu l’idée du projet initial et le courage de le poursuivre. Leur mérite est grand, mais ce qui me frappe le plus dans le travail préparatoire à ce second numéro, c’est l’autonomie des élèves. Ils écrivent, ils organisent, ils produisent des podcasts, ils filment, ils photographient, ils interviewent et cela sans parfois avoir besoin de personne pour leur dire quoi faire. Toute la richesse du projet est là : c’est devenu le projet des élèves, qui sont eux-mêmes devenus journalistes ou rédacteurs en chef.

L’aboutissement du lycée, c’est de terminer sa formation générale. Avec Monopolytic, nos élèves nous prouvent qu’ils n’en sont déjà plus. Ils pensent par eux-mêmes, et en cela ils n’ont bientôt plus besoin de maîtres.

Jean-Marc Gavanon
Proviseur Adjoint du Grand lycée
Franco-Libanais

Merci!

Une nouvelle année, un nouveau défi et de nombreuses réalisations...

Cette deuxième édition de Monopolytic représente bien plus qu’une simple continuité de la première. Le défi à relever était de taille : il fallait encore une fois repousser les limites établies, innover, entreprendre et surtout surprendre les lecteurs en combinant talent et motivation. Grâce à l’engagement infailible le travail acharné des rédacteurs en chef qui ont su guider, rassembler, motiver et fédérer, l’équipe 2024 de Monopolytic a réussi son pari. Ils nous ont prouvé que nous pouvions compter sur eux. Le travail collaboratif a pris une dimension nouvelle et a dépassé toutes nos attentes. Cette deuxième édition est donc déjà en soi une vraie réussite. Nous témoignons encore une fois de notre fierté et toute notre reconnaissance à nos élèves qui se sont surpassés !

Pamela Wazir

Professeure de Sciences
Economiques et Sociales

Joëlle Daoud

Professeure d’Histoire-Géographie
Géopolitique Sciences Politiques et Droit

Nous tenons à remercier sincèrement toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de Monopolytic.

Tout d’abord, nos remerciements vont à Madame Nayla Ghassibeh, graphiste professionnelle, pour sa direction artistique indispensable à la création de cette édition.

Nous exprimons également notre gratitude envers Monsieur Albert Kostanian, économiste, consultant en stratégie et journaliste, ainsi que Madame Patricia Saber Rendi, officier associé dans le département de détermination de statut de réfugiés au HCNUR, qui ont eu la gentillesse de répondre à nos questions et ont apporté un regard professionnel.

Nous remercions Madame Valérie Hervy, professeure de Français et “Humanités, Littérature et Philosophie”, et Madame Claude Messan, professeure de Philosophie pour leur aide précieuse dans la correction des articles.

Enfin, un immense merci à Madame Claudia Bou Farhat et Monsieur Cliff Lteif pour leur assistance dans la réalisation du Podcast.

Un grand merci à chacun d’entre vous. Vous avez contribué à concrétiser notre deuxième édition!

L’équipe de Monopolytic

L'ÉQUIPE



Tle 1ère

- Aboukhdoud Ali T-1

Chehab Walid T-4

El Hayek Lenny T-4

Ghosn Christy T-1

Hassoun Carl T-6

Kabbara Malek T-2

Kassir Samir T-4

Kreidy Marianne T-2

Lahoud Kim T-4

Lebbos Laetitia T-2

Malkoun Alessandra T-1

Matar Mia T-1

Namour Amanda T-6

Nassar Nour T-2

Salman Lana T-2

Sayegh Joya T-1

Serhal Yara T-6

Toutounji Eugénie T-2
- Abboud Tara 1-5

Abed Élise 1-1

Abiyaghi Jad 1-7

Alameddine Jad 1-6

Ammar Alexy 1-2

Baladi Enzo 1-2

Charafeddine Hadi 1-5

Daboubash Shad 1-3

El Boustani Alex 1-4

Guérin Louise 1-1

Habibian Christopher 1-2

Moukheiber Julie 1-2

Nasrallah El Hajj

Nolwenn 1-4

Lamrini El Hariri Jonas 1-1

Noureddine Haya 1-3

Preuss Mir 1-1

Tabbakh Amarys 1-6

Profs

Pamela Wazir
Joëlle Daoud

DANS CE NUMÉRO

RECONSTRUIRE LA MÉMOIRE

- Des mémoires tissées par l’histoire et la justice

La justice transitionnelle : un phare vers un avenir paisible dans la tempête du passé ?

Micro-trottoir : « Guerre Israël -Palestine: qu’en pensent les Libanais ? »

L’interview : La matrice familiale face à la migration forcée

Podcast : Albert Kostanian sur la crise économique libanaise

DÉCONSTRUIRE LES DÉFAILLANCES

- Relancer la croissance économique Libanaise : un défi impossible ?

Au Liban, la très problématique multiplication des ONG

Le capital humain libanais en voie de disparition...

CONSTRUIRE SES OPINIONS

- L’humanité pour quoi faire ?

Arts, dialogues et réflexions

A propos de l’art ... La Polémique Autour de l’Exposition de Miriam Cahn au Palais de Tokyo

Art au Liban : entre liberté et censure

La reconstruction de la mémoire historique chez les jeunes libanais

Croire ou ne pas croire

DÉCONSTRUCTIONS

- Repenser la Tour de Babel : le langage comme outil d’inclusion

Les crises économiques sont-elles les causes ou les conséquences des guerres ?

TikTok : la drogue 2.0

LA FOODTECH : Quand technologie et cuisine fusionnent pour réinventer notre assiette...

L’IA : une course entre technologie et vérité

CONSTRUIRE LE PROGRÈS

Des mémoires tissées par l'histoire et la justice

Yara Serhal (T.6)

« La mémoire est le gardien de toute chose et l'histoire en est le récit éternel ». Cette citation de Cicéron, philosophe et avocat romain, illustre l'importance de ces deux notions entremêlées que sont l'histoire et la mémoire. Dans une société marquée par le flux d'information concernant divers sujets et événements, notamment des conflits, la question de l'histoire et la mémoire se pose de manière cruciale, spécifiquement pour leur rôle dans l'établissement de la paix et de la justice. L'histoire en tant qu'écriture et étude du passé et la mémoire en tant que version subjective de ce même passé constituent des enjeux dans la manière selon laquelle les sociétés construisent des mémoires collectives, voient leur passé et se reconstruisent après les atrocités des guerres.

Or, réaliser une véritable justice transitionnelle après un conflit sanglant où des crimes de masse ont été perpétrés est une tâche complexe qui pose de nombreux défis.

Quels rôles jouent la connaissance historique et la justice dans la manière dont les sociétés et les Etats se reconstruisent après des conflits meurtriers ? En quoi sont-ils à la fois importants et complexes ?

Ecrire l'histoire pour apaiser les mémoires

L'écriture de l'histoire est une tâche complexe pour les historiens qui doivent réussir le pari de distinguer les faits réels des témoignages altérés et subjectifs. Les différents groupes

mémoriels ont des versions distinctes basées sur leur propre vécu et perception du déroulement des conflits. La guerre d'Algérie qui avait opposé les Algériens nationalistes aux Français, forces coloniales du XIXème siècle en est un exemple pertinent puisqu'il y a eu à peu près cinq groupes mémoriels qui se sont accrochés, chacun, à son vécu et son histoire. Les Harkis, par exemple, ont lutté en faveur d'une Algérie française alors que les forces nationalistes algériennes ont tout fait pour offrir l'indépendance à leur peuple. Les différentes mémoires bien que subjectives deviennent alors des sources importantes pour les historiens qui ont le devoir d'écrire un récit objectif en prenant en compte les mémoires plurielles qui sont subjectives dans le but de retracer fidèlement le conflit sans biaiser aucune partie et mener à la réconciliation de frères déchirés par les violents conflits. Dans ce sens, l'histoire d'un conflit, entachée de sang, devient importante pour apaiser les mémoires. C'est le seul remède aux souffrances et aux traumatismes des victimes puisqu'il permet inéluctablement un soulagement et une reconnaissance aux victimes.

Des lieux mémoriels pour reconnaître les atrocités passées

Des lieux mémoriels peuvent aussi être mis en place, comme le mémorial de Srebrenica dédié aux victimes du massacre qui a été perpétré à

RECONSTRUIRE
LA MÉMOIRE

l'encontre des populations bosniaques musulmanes par les Serbes et Croates catholiques en 1995.¹ Dans ces lieux mémoriels, les noms des victimes sont gravés pour rendre leur mémoire éternelle. Ce qui constitue une pierre angulaire dans le processus du rétablissement de la paix en rendant justice à leurs familles. Plus récemment, les portraits des victimes de l'explosion du port de Beyrouth du 4 août 2020 à quelques mètres du lieu du drame a pour but de lutter contre l'oubli. L'artiste américain Brady Black qui a dessiné plus de 200 portraits à la mémoire de toutes les victimes de l'explosion du 4 août 2020 espère que «ce mur sera reçu comme il se doit et aidera les victimes d'une manière ou d'une autre», pour reprendre ses propres mots.



Un mur commémorant l'explosion de Beyrouth recouvert de portraits des victimes, 19 octobre 2021, photo publiée sur le site d'Arabnews.

En l'absence de connaissances, d'information et d'une bonne documentation au sujet d'un massacre ou d'un conflit, les mémoires des victimes peuvent être oubliées. Comme en témoigne l'exemple des Tsiganes qui sont les grands oubliés de la 2ème guerre mondiale puisqu'ils n'ont pas partagé le vécu de leurs populations lors du génocide perpétré par les Nazis.²

1 Bosnie : l'ONU dénonce les tentatives de négation du génocide de Srebrenica, Alice Weirimu Nderitu, ONU info, 24 février 2023. <https://news.un.org/fr/story/2023/02/1132647>

2 Le génocide oublié des Tziganes, Blaise Gauquelin et Letty, Le Monde diplomatique, octobre 2018. https://www.lemonde.fr/long-format/article/2018/10/03/tziganes-legenocide-oublie_5363736_5345421.html

La difficulté d'établir une histoire des conflits

Quoi qu'il en soit, lutter contre l'oubli à l'issue d'un conflit est parsemé d'embûches et ne va pas de soi. Le bilan humain devient un enjeu pour les groupes mémoriels qui ont intérêt à gonfler ou minorer le nombre de victimes en fonction de leurs intérêts. Une véritable bataille des chiffres nécessite un regard vigilant pour obtenir un bilan approximatif mais relativement fiable. En outre, Les Etats construisent, quant à eux, des versions officielles pour établir la paix au sein des populations et prévenir des litiges ultérieurs. Mais en fonction de leurs intérêts et de leur implication, ces derniers peuvent biaiser ou occulter les faits (partiellement ou totalement) et empêcher l'établissement d'une histoire véridique du conflit. Une amnésie mémorielle peut s'imposer et constituer une entrave au travail de l'historien puisque la version des faits ne s'aligne pas avec l'histoire officielle véhiculée par l'Etat. L'exemple de la politique du gouvernement français après la signature des Accords d'Evian en 1962 qui ont mis fin à la guerre d'Algérie en est un exemple parfait.

En outre, les Etats peuvent aussi répandre des thèses négationnistes, pour nier leur participation aux crimes et évincer leur responsabilité. On peut citer à cet égard le négationnisme de la Turquie qui ne reconnaît toujours pas le génocide arménien. Le travail des historiens est primordial dans ces situations ; un peuple ne peut pas se reconstruire après un conflit s'il n'y a pas de reconnaissance de son vécu, de ses sacrifices et de ses souffrances, comme ça a été le cas et ce, pendant longtemps, des enfants des Harkis vis-à-vis de l'Etat français. Les Ouïghours évincés en silence par l'Etat chinois en est un autre exemple actuel qui nous laisse perplexe puisqu'il met en exergue comment la communauté internationale peut se retrouver démunie et dans l'incapacité d'agir concrètement pour empêcher certains crimes. Pour comprendre

le monde, il faut connaître les sources et les raisons qui ont fait de notre société ce qu'elle est aujourd'hui. Sans la documentation des violences, le Tribunal pénal international pour le Rwanda(TPIR) n'aurait jamais été établi, alors que celui-ci a joué un rôle majeur dans l'apaisement des mémoires étant donné qu'il a jugé et condamné des responsables politiques, ce qui veut dire qu'il a rendu en quelque sorte justice au peuple rwandais. C'est aussi pour cette raison que la question du déclenchement de la première guerre mondiale a été un enjeu important dans le contexte de l'après-guerre. Aucun Etat ne voulait assumer la responsabilité de la Grande guerre. Les alliés avaient d'ailleurs imposé la seule version de la responsabilité de l'Allemagne lors du Traité de Versailles en 1919. Ce « Diktat » a empêché l'Allemagne de se reconstruire après le conflit et pire, elle a même été considérée comme une des raisons du déclenchement de la 2ème guerre mondiale puisque Hitler s'est présenté comme l'héritier des anciens combattants allemands, victimes de l'injustice historique à Versailles. Carl Jung, philosophe suisse, explique que la montée de la violence se fait par l'oubli des populations opprimées. Cette idée pourrait être replacée dans le contexte actuel pour comprendre de nombreux conflits contemporains comme le conflit toujours en cours à Gaza qui a posé à nouveau sur la table la souffrance des Palestiniens oubliés, otages d'un blocus depuis maintenant bien longtemps. La connaissance historique est par conséquent cruciale pour le maintien de la paix. Il faut surmonter l'amnésie. Se rappeler des victimes (et la liste est longue) leur rendre justice est un impératif...Parler des atrocités de la Shoah, rappeler le blocus meurtrier de Gaza, ou encore les séquelles du massacre de Srebrenica pour n'en citer que quelques-uns est un devoir. Il faut faire passer le message aux générations futures pour ne pas répéter les mêmes erreurs. C'est pour cela que des mémoriaux sont mis en place au Rwanda, en Allemagne, en Pologne, comme les

camps d'Auschwitz, et à Srebrenica, pour rappeler les atrocités commises à l'égard de civils indépendamment de leur nationalité. Pour surmonter le traumatisme et apaiser à la fois les mémoires collectives et individuelles, il faut donc connaître l'histoire et l'écrire.

Le lien inextricable mais complexe entre l'histoire et la justice

Depuis le début du XXème siècle, les tribunaux internationaux se multiplient. Le besoin de justice s'explique par la multiplication des crimes contre l'humanité donc des crimes commis à l'encontre de populations civiles. Les tribunaux créés par l'ONU sont tout d'abord extraordinaires, donc temporaires, comme par exemple le Tribunal pénal international pour le Rwanda et celui de l'Ex-Yougoslavie. Le besoin accru d'une justice internationale permanente s'est par la suite intensifié pour mener à la création de la CPI (Cour Pénale Internationale) en 2002. La justice joue un rôle crucial dans la manière dont les sociétés se reconstruisent après les conflits. Elle a permis de juger et de condamner des personnalités rwandaises qui ont commis le génocide des Tutsis en y inculquant même des chefs d'état-major. La justice internationale s'est par la suite développée et a permis la mise en place de Conventions, comme celles de Genève³, dont le but est de protéger les civils innocents des atrocités des guerres, même si concrètement de nombreux Etats ne les respectent pas. En témoignent les conflits en cours, que ce soit en Ukraine ou à Gaza. Quoi qu'il en soit, le bilan sur l'efficacité d'un tribunal international, en dépit de ses avantages, est souvent mitigé. Si la communauté internationale a dû intervenir suite au génocide des Tutsis commis par les Hutus, ce

3 Perspective Monde, Convention(IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 14 avril 2024. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire/1764>

n'était pas assez pour le gouvernement rwandais qui a voulu établir une justice locale de proximité en réactivant les tribunaux Gacaca. Les procès ont eu l'avantage de se baser sur de nombreux témoignages de civils avec des juges qui ont une réelle connaissance de l'espace social rwandais. La justice au Rwanda s'est donc faite tant au niveau national qu'au niveau international. Cette volonté d'établir la justice par tous les moyens est intéressante pour un Etat africain. Mais ce n'est pourtant pas un cas isolé. La justice locale a également été appliquée au Congo, un autre Etat africain qui a réussi à arrêter un chef militaire accusé d'avoir commis de multiples crimes, notamment des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (viols, pillage, enfants soldats...). En outre, le tribunal pénal international pour l'ex- Yougoslavie mis en place par l'ONU, a opéré entre 1993 et 2017. Il a réussi à condamner Radovan Karadzic, un responsable serbe haut placé de Bosnie. Pourtant, ce tribunal n'a pas réellement pu réconcilier les populations puisque le TPIY s'est présenté comme une institution libérale qui veut établir la paix et la réconciliation. Pour les Serbes, qui n'avaient pas accepté sa légitimité, ce tribunal politisé, n'était rien d'autre qu'une machine anti-serbe qui n'a pas vraiment pris en compte les souffrances des populations serbes durant cette guerre sanglante. La justice, si elle est établie, se doit de prendre du recul par rapport à une situation donnée et tenir compte des différentes mémoires pour permettre aux populations de se reconstruire. Une fois établie elle n'est pas exemptée de critiques et de contestations.

Une justice transitionnelle par tous les moyens

La justice transitionnelle représente l'ensemble des processus et mécanismes utilisés pour rétablir la paix, la réconciliation et la transition démocratique. Le mécanisme peut être judici-

aire ou pas. L'exemple des tribunaux internationaux que l'on a vu précédemment comme forme de justice préconisée peut être aussi accompagnée par l'adoption de nouvelles lois, comme par exemple la loi adoptée par le Rwanda régissant la poursuite des crimes liés aux génocides. D'autres lois ont aussi été mises en place dans les différents Etats pour aider les sociétés à surmonter leurs traumatismes et pour apaiser les mémoires des victimes. La loi Gayssot en France a interdit le négationnisme de la Shoah et ceci a permis aux familles juives de sentir que leurs souffrances sont reconnues. L'interdiction de la vente de *Mein Kampf* de Hitler est également une loi nouvelle. En outre, des lois d'amnistie sont également adoptées comme moyen pour établir une justice transitionnelle. La loi d'amnistie permet aux individus, souvent militaires, paramilitaires ou chefs de factions, d'être exemptés de poursuites judiciaires suite à des crimes perpétrés en temps de guerre. Ces lois ont été appliquées à plusieurs reprises, comme en Amérique Latine suite à l'opération Condor durant laquelle les armées ciblaient des étudiants et des opposants de gauche. Ces crimes ont été amnistiés.

Certains Etats optent pour l'amnistie sans recourir à la justice dans le but d'instaurer la paix

Or la loi d'amnistie est critiquée et ne fait pas l'unanimité. Certains considèrent d'ailleurs que cela porte atteinte à la mémoire des victimes et d'autres, comme le journaliste libanais Samir Kassir, vont plus loin en établissant qu'il y a une ligne fine entre ce qui est amnistiable et ce qui ne l'est pas, et que certains crimes imprescriptibles ne peuvent souffrir aucune dérogation.

Au Liban, la loi d'amnistie de 1991 au lendemain de la guerre civile n'a pas réellement réussi à réconcilier le peuple libanais puisqu'il y a des

tensions qui persistent encore entre les différents groupes mémoriels. La justice permet donc de réconcilier les populations mais cette même justice est parfois abandonnée au profit de la paix et de la sécurité. Pour conclure, nous pouvons dire que la connaissance historique, donc le travail des historiens, est crucial dans la manière dont les sociétés et les Etats se reconstruisent puisqu'elle offre la reconnaissance des mémoires. La justice est également cruciale mais complexe et permet d'apaiser la mémoire des victimes. Même si, nous l'avons vu, elle n'est pas toujours adoptée comme unique moyen pour établir une justice transitionnelle. Nous pouvons donc nous demander comment les mémoires du peuple palestinien seront apaisées après tant d'atrocités commises à leur égard.

La justice transitionnelle: un phare vers un avenir paisible dans la tempête du passé?

Nour Nassar (T.2)

Pensez-vous que lorsque le passé est une tempête, la justice transitionnelle peut être le phare qui guide vers un avenir paisible? Au lendemain de la guerre civile libanaise (1975-1990), marquée par de graves atteintes aux droits humains et l'oppression politique, le pays a adopté une loi d'amnistie⁴ en 1991, qui reste jusqu'à présent au centre de débats animés et de controverses persistantes. Cette législation, adoptée dans le cadre des accords de Taëf, avait pour objectif de favoriser la réconciliation nationale et la stabilité politique après une période de conflit dévastatrice. En offrant l'amnistie pour les crimes commis avant le 28 mars 1991,

elle cherchait à ouvrir la voie à une nouvelle ère de paix et de coexistence pacifique entre les différentes factions politiques et communautés religieuses. Cependant, malgré ses nobles intentions, la loi d'amnistie libanaise⁵ a été vivement critiquée pour son étendue et son caractère sélectif. Certains ont dénoncé une impunité excessive accordée pour des crimes graves, tels que des violations des droits de l'homme et des crimes de guerre. Cette perception a alimenté les tensions persistantes au sein de la société libanaise, exacerbant les divisions politiques et religieuses déjà existantes.

4 Qu'est-ce qu'une amnistie?, Service-Public.fr, site officiel de l'administration française, 4 septembre 2023.
<https://www.servicepublic.fr/particuliers/vosdroits/F779#:~:text=L'amnistie%20est%20l'effacement,qui%20est%20une%20mesure%20individuelle>

5 Professeur Georges Corm, Liban une institutionnalisation de l'oubli, Université de Genève, 11 avril 2019.
<https://mediaserver.unige.ch/play/VN3-2760-2018-2019-AU>

En dépit des efforts déployés pour favoriser la réconciliation nationale, la loi d'amnistie n'a pas réussi à répondre aux attentes des citoyens qui réclamaient justice et vérité pour les crimes commis pendant la guerre civile. Comme l'exprimait Samir Kassir, journaliste et historien libanais, "un travail de mémoire aurait dû et devra être pris en charge par une institution ou un organe semblable à la commission justice et réconciliation, mise sur pied en Afrique du Sud, après la disparition du régime d'apartheid." Cette absence de processus de vérité et de justice a laissé de nombreuses victimes et familles dans l'attente, alimentant ainsi le mécontentement et la frustration.

En outre, la loi d'amnistie libanaise a contribué à façonner un environnement politique et économique instable, rendant le pays vulnérable à des crises ultérieures.⁶ La crise économique de 2019, exacerbée par la corruption endémique et la mauvaise gestion des ressources, est l'une des conséquences de cette instabilité. En effet, la réunion de l'impunité, de la corruption, de la faiblesse des institutions et de la fragilité politique a créé un terrain fertile pour l'effondrement économique du pays.

En conclusion, la loi d'amnistie libanaise de 1991 incarne les défis persistants auxquels le pays est confronté dans sa quête de réconciliation et de stabilité. Alors que certains défendent son rôle dans la préservation de la paix, d'autres appellent à une réforme pour garantir une véritable justice pour les victimes et leurs familles. Le Liban continue ainsi de naviguer à travers

6 Ziyad Baroud, l'Etat de Droit le principal vaincu, Cahiers d'Orient, 2015. <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2015-4>

les eaux agitées de son histoire, cherchant à trouver un équilibre entre mémoire collective et quête de vérité, tout en luttant contre les crises politiques et économiques qui menacent sa stabilité future.

MICRO-TROTTOIR

« Guerre Israël -Palestine: qu'en pensent les Libanais ? »

Louise GUERIN (1.1)
Tara Abboud (1.5)
Nolween El Hajj (1.4)



L'attaque menée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 marque le début d'une nouvelle période de tensions dans le conflit israélo-palestinien. Depuis sa fondation en 1948, l'Etat d'Israël est impliqué dans un conflit persistant avec les Palestiniens et ses voisins arabes.

Ainsi, l'équipe de Monopolytic a décidé de venir à la rencontre de Libanais autour d'Ashrafieh pour savoir ce qu'ils pensent de ces hostilités.

L'INTERVIEW

La matrice familiale face à la migration forcée

Christy Ghosn (T.1)
Marianne Kreidy (T.2)

En 2022, plus de 108.4 millions de personnes dans le monde ont été forcées de fuir leur foyer, dont 35.3 millions de réfugiés. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) qui a pour mission de protéger et trouver des solutions à long terme pour les personnes contraintes de fuir leur foyer, un réfugié "est une personne qui fuit la guerre ou la persécution en franchissant une frontière internationale". Au cœur de cette crise humanitaire, le Moyen-Orient émerge comme un foyer de multiples conflits, alimentant ainsi cette tragédie sans précédent. Dans ce contexte, la famille est d'une importance capitale, agissant comme un pilier de soutien et de résilience pour ceux qui sont confrontés à l'incertitude et à l'adversité.

Le temps d'une après-midi, nous avons rencontré Mme Patricia Saber Reaidi, « officier associé » dans le département de détermination de statut de réfugié au UNHCR et doctorante en sociologie à l'USJ. Mme Patricia Saber Reaidi a eu la gentillesse de répondre à nos questions et souligné l'importance du rôle de la famille dans le contexte de migrations forcées.



La famille au cœur des solidarités

Une famille est un groupe de personnes liées par le sang ou une union, mariage ou concubinage. Celle-ci est la première instance de socialisation à travers laquelle se tissent les premiers liens. Dans le cadre du Moyen-Orient, le rôle de la famille est exacerbé. Sans même s'en rendre compte, le langage parlé inclut de diverses manières la famille : "3ammo", "Tante" pour honorer les aînés par exemple. De plus, particulièrement au Liban, où les institutions sociales peuvent être défaillantes, la famille peut assumer un rôle de soutien et de refuge, offrant une assistance indispensable dans un contexte parfois instable. Le rôle de la famille, bien que de moins en moins visible dans les sociétés

modernes « individualisées », reprend de l’ampleur en temps de conflit et de migration forcée : un cycle se crée dans lequel les individus retournent à leurs anciens réflexes, espérant obtenir le soutien de leurs familles.

La famille dans le cadre d’une migration forcée: entre consolidation et affaiblissement

Par peur de persécution, les réfugiés, contraints de quitter leur foyer, sont victimes d’un déracinement. Alors que certains sont forcés de rester sur place en raison de multiples facteurs (patrimoine à préserver, incapacité physique à prendre le chemin), d’autres choisissent de partir pour s’assurer un avenir meilleur. Il en résulte une nouvelle configuration familiale : « la famille transnationale ». La migration forcée affecte les liens familiaux. Soit ils peuvent s’affaiblir progressivement suite à l’éloignement géographique : les contacts deviennent moins fréquents et les interactions quotidiennes se transforment en communications sporadiques. Soit les liens sont renforcés dans la mesure où les membres de la famille s’unissent sous un même objectif de survie. Dans cette quête de survie, ils puisent dans leur solidarité familiale une force supplémentaire qui les unit malgré la distance.

Mis à part la formation d’une famille transnationale, la migration forcée est aussi susceptible de restructurer et changer les rôles au sein de la famille. Prenons l’exemple d’une mère au foyer contrainte de travailler dans son pays d’accueil, obtenant ainsi une indépendance financière. Son rôle traditionnel de « mère au foyer » est modifié. Il en est de même pour les enfants, qui peuvent être amenés à assumer des responsabilités inhabituelles, souvent au détriment de leur éducation.

Le principe de l’unité familiale : un défi de taille

La Déclaration universelle des droits de l’homme déclare que « la famille est l’élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l’État », de même que les instruments internationaux concernant les droits de l’homme contiennent des dispositions pour la protection de l’unité de la famille. Lorsque le chef de famille satisfait aux critères énoncés dans la définition, les membres de la famille qui sont à sa charge se voient généralement reconnaître le statut de réfugié, selon le principe de l’unité de la famille. Le principe fondamental de l’unité familiale sous-tend donc les politiques de protection des réfugiés. Il permet d’étendre la protection accordée à un réfugié aux membres proches de la famille afin de lui permettre de mener une vie familiale normale et de lui offrir une protection pleine et entière auprès de sa famille. On parle de droits « dérivés » : la protection est ici induite.

Au Liban, la seule solution valable actuellement pour ceux qui ont obtenu le statut de réfugiés est la réinstallation dans un pays qui n’est pas le pays d’origine et qui n’est pas le Liban. Les pays d’accueil développent des programmes d’intégration aux familles, que ce soit pour s’insérer sur le marché du travail, ou encore apprendre la langue locale. Ils peuvent également mettre en place des campagnes de sensibilisation visant à réduire la discrimination, à favoriser l’intégration des familles réfugiées et des réfugiés en général et récolter des fonds destinés à renforcer son action sur le terrain.

Mères réfugiées : les piliers de la résilience

Les mères réfugiées font face à une double charge, cumulant les difficultés non seulement en tant que réfugiées, mais aussi en tant que femmes. Dans des contextes de conflit et de migration forcée, elles doivent souvent mettre en œuvre des stratégies pour s’adapter et survivre. Durant la guerre civile libanaise, de nombreuses mères ont su créer des réseaux d’entraide solides pour assurer la sécurité et le bien-être de leur famille. Elles ont dû se déplacer des villages vers les villes, tissant des liens avec des voisines et élargissant ainsi leur cercle social au-delà de la famille nucléaire ou élargie. Les transformations familiales, en plus des défis qui accompagnent la migration forcée, incitent les mères réfugiées à reconstruire non seulement leur foyer - afin de renforcer la solidarité et faciliter l’intégration - mais également leur identité en tant que femmes et mères. Confrontées à des circonstances extrêmes marquées par la tragédie et l’instabilité, elles parviennent ainsi à remettre en question les perspectives, souvent réductrices, sur la maternité et la résilience, affirmant ainsi leur force et leur détermination.



Les photographes du Four Times – Tyler Hicks, Mauricio Lima, Sergey Ponomarev et Daniel Etter – ont remporté le prix Pulitzer en 2016 pour une collection saisissante d’images de migrants demandeurs d’asile en Europe, partageant le prix avec l’agence de presse Reuters



PODCAST



Albert Kostanian sur la crise économique libanaise



Relancer la croissance économique Libanaise: un défi impossible ?

CHEHAB Walid (T.4)

Depuis 2019, le Liban traverse officiellement une crise économique et financière sans précédent : récession, hyperinflation, faillite de l'Etat, pauvreté, chômage sont désormais à l'ordre du jour. Dans un contexte de crise, divers instruments de politiques économiques conjoncturelles sont traditionnellement envisageables par les pouvoirs publics pour redresser la situation, à savoir les politiques de relance monétaire et budgétaire. Or, la corruption et le manque de confiance envers l'Etat et la banque centrale rendent ces instruments inutilisables au Liban. Le problème est de taille : comment relancer la croissance économique sans moyens à disposition ?

Des solutions théoriquement efficaces...

Théoriquement, une politique budgétaire de relance menée par les pouvoirs publics cherche à relever le niveau de la demande globale en augmentant certaines dépenses publiques comme la rémunération des fonctionnaires, les aides aux entreprises, les dépenses d'investissement dans des infrastructures, etc. L'Etat peut aussi choisir de diminuer certaines recettes fiscales comme l'impôt sur le revenu pour les ménages, ou l'impôt sur les bénéfices des entreprises. Le déficit budgétaire qui en résulte permet ainsi de stimuler l'activité économique à court terme en favorisant

DÉCONSTRUIRE LES DÉFAILLANCES

une augmentation de la demande globale des agents économiques qui disposent de davantage de ressources monétaires pour consommer ou investir.

La politique monétaire, quant à elle, est du ressort de la banque centrale et consiste à modifier la masse monétaire en circulation, en agissant essentiellement sur les taux d'intérêts directeurs afin d'influencer l'inflation et l'activité économique. Pour relancer l'économie, elle a intérêt à baisser son taux d'intérêt directeur. Par conséquent, les banques accordent plus de crédits, ce qui a pour effet d'augmenter la demande globale (consommation des ménages/ investissement des entreprises), et stimuler l'activité économique mais d'augmenter parfois l'inflation.



... mais inutilisables au Liban.

Or, la crise économique libanaise a rendu ces deux instruments cruciaux inopérants. Clairement, la politique budgétaire est inutilisable. En effet, une politique budgétaire de relance suppose que l'Etat dispose de fonds disponibles pour augmenter ses dépenses publiques et générer un effet multiplicateur. Cependant, l'Etat libanais est, depuis plusieurs

années, endetté à hauteur de plusieurs milliards de dollars. La dette publique représentait 181% en 2021 et s'élève à 280% du PIB en 2022.⁷ Elle est d'ailleurs qualifiée d'« insoutenable » signifiant que le pays n'est plus en mesure de s'acquitter de ses obligations financières. D'ailleurs, l'Etat est officiellement en défaut de paiement depuis mars 2020. Renflouer le budget de l'Etat par des rentrées fiscales semblent aussi difficiles : les recettes se sont effondrées à 6% du PIB en 2022 (contre 10% du PIB en 2021 et plus de 20% avant la crise).⁸ Le budget public ne permet donc en aucun cas une relance économique. L'Etat libanais manquant cruellement de crédibilité, on peut difficilement imaginer des investisseurs lui prêtant de l'argent.

La banque centrale libanaise est tout aussi incapable de mener une politique monétaire crédible. Suite à la crise, de nombreuses banques ont fait faillite et l'argent des déposants s'est « volatilisé ». Le système est donc paralysé, l'octroi de crédits impossible et la demande de prêts à des fins d'investissement inexistante. Notons qu'en mars 2023 la livre libanaise avait perdu 98% de sa valeur face au dollar depuis 2019.⁹ Il est donc impossible pour la banque centrale de mener à ce jour une politique monétaire pour relancer l'économie.

7 Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (France) : « Situation macroéconomique et financière du Liban » <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/LB/cadrage-general>

8 Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique (France) : « Situation macroéconomique et financière du Liban » <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/LB/cadrage-general>

9 17 Février 2023 - Vinciane Joly - Liban : chronologie d'une crise bancaire et financière qui n'en finit pas - La Croix <https://www.la-croix.com/Monde/Liban/>

Comment sortir de l'impasse ?

La reprise économique libanaise ne pourra pas se faire sans la mise en place d'un certain nombre de réformes économiques et financières. D'ailleurs, l'accord de principe signé en Avril 2022 entre le Liban et le Fonds Monétaire International (FMI) conditionne l'aide aux « réformes indispensables visant à restaurer la croissance et la viabilité financière, à renforcer la gouvernance et la transparence, et à augmenter les dépenses sociales et de reconstruction ».¹⁰ Or, l'inaction des pouvoirs publics reste aujourd'hui aberrante.

Le FMI demande l'instauration d'une série de mesures pour restaurer la stabilité économique et financière. En premier lieu, il est recommandé de mettre en place une stratégie budgétaire à moyen terme pour rétablir la viabilité de la dette, augmenter les dépenses sociales et promouvoir le développement. Ensuite, une restructuration crédible du système financier est nécessaire, notamment par la reconnaissance et le traitement des pertes importantes subies par la banque centrale et les banques commerciales. Il s'agit aussi de protéger les déposants et d'exclure du marché les banques non-viables. De plus, il est recommandé d'unifier les taux de change, ce qui implique de déterminer un taux de change unique officiellement reconnu qui sera utilisé pour toutes les transactions. Le FMI attend aussi un certain nombre de réformes structurelles pour renforcer la gestion des finances publiques, réformer les entreprises publiques et renforcer la « bonne » gouvernance. Ces mesures sont essentielles

10 Avril 2024 – Ici Beyrouth “Deux ans après l'accord préliminaire avec le FMI: les dépôts resteront!” <https://icibeyrouth.com/economie/331166>

pour restaurer la confiance et favoriser une croissance économique durable et inclusive. Le FMI est certes déterminé à soutenir le Liban mais l'aide dépend essentiellement de l'engagement de l'Etat libanais à entamer ces réformes.”

Au Liban, la très problématique multiplication des ONG

Christy Ghosn (T.1)

Selon la Banque Mondiale, “la crise économique libanaise représente l'un des dix, voire des trois effondrements économiques les plus graves que le monde ait connus depuis 1850”.

Entre un PIB du pays qui chute en passant de 52 milliards de dollars en 2019 à seulement 21,8 milliards de dollars en 2021, une dépréciation de la livre libanaise de 211% par rapport au dollar¹² la situation libanaise a laissé une grande partie de la population plongée dans une détresse économique, tandis que loin des ruines et du marasme, dans les bars animés de Gemmayzeh, ou encore aux soirées chics sur les plages de

11 Fonds Monétaire Internationale (Mars 2023) « Liban : déclaration des services du FMI à l'issue de leur mission de 2023 au titre de l'article IV ». <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2023/03/23/lebanon-staff-concluding-statement-of-the-2023-article-iv-mission>

12 <https://www.banquemonddiale.org/fr/news/press-release/2022/01/24/lebanon-s-crisis-great-denial-in-the-deliberate-depression>

Batroun, une élite privilégiée baigne dans l'opulence.

Le constat est amer: 10% de la population détient plus de 70% des richesses.¹³ Cette situation humanitaire n'est pas causée par une guerre ou une catastrophe naturelle, mais bien par l'indifférence de la caste politique corrompue au pouvoir. Dans ce contexte, les donateurs et les ONG, au nombre de près de 5000 enregistrées en 2021 (dont environ un millier sont actives) pour une population totale de 6,7 millions d'habitants, jouent un rôle crucial dans la lutte contre les inégalités socio-économiques et la reconstruction du pays suite à l'inefficacité et la défaillance de l'Etat. Cependant, leur omniprésence soulève des questions fondamentales : la délégation totale de la reconstruction libanaise aux ONG constitue-t-elle un scénario viable ? Les ONG devraient-elle réellement écarter la classe politique libanaise ? Le Liban devrait-il basculer vers une "République des ONG" afin de lutter contre sa crise et l'aggravation de ses inégalités?

Des inégalités socio-économiques persistantes...

Avec un indice Gini de 50.7 en 2017, le pays se classe parmi les plus inégalitaires au monde en termes de répartition de la richesse,¹⁴ des inégalités renforcées notamment depuis la crise économique. Ces inégalités s'observent dans de multiples secteurs. Par exemple, la perte de revenus a fortement affecté l'accès à une éducation de qualité et a anéanti la capacité de

nombreux parents à envoyer leurs enfants dans les écoles de leur choix, en particulier privées. Résultat : les inscriptions dans les écoles publiques sont passées d'environ 30% à 47% à l'échelle nationale en 2018-2019.¹⁵ Or, la qualité de l'enseignement public est extrêmement faible, et les écoles publiques sont au bord de l'effondrement. En 2020, moins de 2% du PIB du pays a été consacré à l'éducation, alors que le minimum recommandé est de 4 à 6%. De plus, d'après la Banque Mondiale, de janvier 2020 à février 2021, le système scolaire libanais a ouvert ses portes pendant moins de 25% de l'année scolaire.¹⁶ Le cas de l'éducation n'est qu'un cas parmi tant d'autres : il en est de même pour le secteur de la santé par exemple. Environ 44% de la population libanaise ne dispose d'aucune forme d'assurance maladie. Par conséquent, le fossé entre "riches" et "pauvres" se creuse : les avantages des uns s'additionnent, les désavantages des autres se renforcent mutuellement. On parle d'un système des inégalités dans lequel les inégalités sociales et économiques sont liées entre elles par des processus cumulatifs.



"Il est de mon droit de m'éduquer"- Des manifestants organisent une manifestation à Tripoli en soutien aux enseignants en grève pour de meilleurs salaires alors que la crise économique au Liban continue de s'aggraver. Photo : Nicholas Frakes, NOW

13 <https://www.rtbfb.be/article/au-liban-10-de-la-population-possede-desormais-plus-de-70-des-richesses-11248772>

14 <https://www.lecommercedulevant.com/article/27393-inegalites-de-revenus-le-liban-au-129e-rang-parmi-141-pays>

15 <https://www.lorientlejour.com/article/1234045/ces-inegalites-spatiales-qui-alimentent-la-fragilite-du-liban.html#:~:text=R%C3%A9sultat%20%3A%20les%20inscriptions%20dans%20les,la%20statistique%20pour%202018%2D2019.>

16 <https://www.lorientlejour.com/article/1297487/le-secteur-educatif-libanais-est-au-bord-du-gouffre.html>

...Et une baisse de l'engagement politique et de l'action collective

En 2018, plus de la moitié des Libanais n'ont pas participé aux législatives (49.7%), et ce taux n'a guère été plus encourageant en 2022, avec seulement 41% de participation.¹⁷ Cette désaffection des électeurs peut s'expliquer notamment par la lassitude et l'indifférence face à un système politique perçu comme corrompu et inefficace. Dans un pays où l'État est faible et largement influencé par les groupes confessionnels, le clientélisme est devenu une pratique omniprésente. Cette situation a non seulement sapé la confiance des citoyens dans le processus politique, mais a également réduit leur motivation à s'engager activement dans des actions politiques, comme le vote, pour influencer les décisions et exercer une véritable influence sur le pouvoir.

L'action collective semble également être en déclin au Liban, illustré par un mouvement syndical fortement absent aujourd'hui.¹⁸ En effet, alors qu'en 1965, 22,3% des travailleurs étaient syndiqués, aujourd'hui, ils ne sont plus que 5 à 7% aujourd'hui. Les rares actions collectives récentes, telles que la « Thawra » du 17 octobre et la mobilisation après l'explosion du port de Beyrouth le 4 août, se sont manifestées sous la forme de groupements, dépourvus de légitimité et sans structure formelle, compliquant davantage la réussite de ces actions collectives. De plus, face à l'inaction du gouvernement à répondre à ces mouvements et un climat d'individualisme dans lequel les citoyens cherchent avant tout à assurer leur propre survie, les Libanais sont de plus en plus désincités à poursuivre l'action collective.

17 <https://libannews.com/liban-les-resultats-definitifs-et-les-enseignements-des-elections-legislatives-de-2022/>

18 <https://www.lecommercedulevant.com/article/29593-les-syndicats-grands-absents-du-mouvement-de-contestation>

Des ONG efficaces pour pallier la défaillance de l'Etat

Classé en 2020 au 149e rang sur les 180 pays étudiés par l'Indice de perception de la corruption de Transparency International,¹⁹ le Liban a non seulement perdu la confiance de ses citoyens mais aussi celle des bailleurs de fonds internationaux. Ce manque de confiance est exacerbé par l'impunité des fraudeurs ainsi qu'un clanisme et un confessionnalisme persistants. De plus, alors que l'Etat a déjà tenté de mener une politique de « reconstruction » du pays au début des années 1990, celle-ci a pesé lourd dans l'aggravation de la corruption. Comment accorder la reconstruction du Liban à un Etat corrompu, qui profiterait de cette reconstruction pour s'enrichir davantage ? Pire encore, comment l'Etat ferait-il pour mener cette reconstruction alors qu'il ne dispose pas des fonds nécessaires et croule sous une dette publique qui représentait 181% du PIB en 2021 et 280% du PIB²⁰ en 2022. L'Etat libanais s'effondre ainsi progressivement...Or, qu'elles soient internationales ou locales, les ONG sont les seules à intervenir et tenir à bout de bras le pays, noyé dans une crise économique et sociale. Après l'explosion du port de Beyrouth, elles ont joué les tout premiers rôles alors que l'Etat était aux abonnés absents. Elles étaient environ 400 à manifester leur intérêt pour la reconstruction.

Parler de reconstruction du pays, c'est adopter une approche multifacette et agir sur de

19 https://transparency-france.org/wp-content/uploads/2021/01/CPI2020_Report_FR-WEB.pdf

20 <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/LB/cadage-general#:~:text=La%20dette%20publique%20r%C3%A9sentait%20181,la%20dette%20publique%20libanaise%20insoutenable.>

multiples secteurs pour assurer une reprise économique. Pour cela, de la protection sociale aux besoins de base, en passant par la sécurité alimentaire, l'éducation ou la santé, le travail des ONG couvre 14 secteurs essentiels pour assurer la stabilité et la reconstruction du pays.

En mars 2024 par exemple, le Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a reçu une contribution de 1,5 million d'euros de la part de la Coopération italienne pour soutenir le programme de repas scolaires au Liban, qui fournit des repas et des collations nutritifs à plus de 100 000 élèves dans 185 écoles publiques à travers le pays.²¹



Des volontaires libanais distribuent de la nourriture dans le quartier de la Quarantaine, près du port de Beyrouth, en août 2020. Photo d'archives AFP

Par cette action sur les secteurs de la santé alimentaire et de l'éducation, les ONG visent ainsi à réduire les inégalités socio-économiques qui alimentent une hausse des inégalités de réussite scolaire. C'est le cas par exemple de Teach For Lebanon (TFL), une ONG libanaise qui œuvre pour garantir que tous les enfants du Liban, quel que soit leur milieu socio-économique, aient accès à une éducation de qualité. Les effets positifs s'inscrivent aussi

21 <https://www.lorientlejour.com/article/1371884/litalie-soutient-le-programme-de-repas-scolaires-du-pam-pour-100-000-ecoliers.html>

dans le long terme en contribuant à développer le capital humain du pays et à contribuer à la croissance économique. En effet, une population bien éduquée, formée et en bonne santé est plus efficace pour produire et innover, menant à une croissance économique.

De plus, les ONG sont souvent obligées de combler les lacunes du secteur public : par exemple, en allumant 105 rues, 9 avenues, 4 places, et 2 escaliers, ainsi qu'en rétablissant les feux tricolores, Rebirth Beirut a redonné vie aux quartiers de la capitale libanaise après plusieurs années d'obscurité, et a apporté une solution concrète à un problème crucial.

Ou encore, suite à l'explosion du port de Beyrouth, grâce à un financement de plus de 23 millions de dollars de la banque de développement du gouvernement allemand en 2022, le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) réhabilitera les routes endommagées et autres infrastructures publiques dans les municipalités de Beyrouth et de Bourj Hammoud pour aider à restaurer les services urbains essentiels tels que l'eau, l'assainissement et l'énergie.²² Ainsi, en agissant sur les infrastructures publiques du pays, investissement qui devrait normalement se faire par l'Etat, les ONG contribuent à sa reconstruction et sa croissance économique, en élevant la productivité du secteur privé.

Une solution insuffisante

Même si les ONG semblent efficaces pour pallier les défaillances de l'Etat, force est de constater que leurs actions posent des questions en termes de légitimité et de transparence. En effet, le paysage des ONG au Liban est hétérogène,

22 <https://www.unops.org/news-and-stories/news/helping-beirut-re-build-vital-public-infrastructure>

de nombreuses associations étant directement ou indirectement affiliées à des partis politiques et/ou à des communautés religieuses. Une étude du Beirut Urban Lab a examiné les cas de 135 acteurs locaux et internationaux qui ont participé aux efforts de secours post-explosion. Résultat : 39% d'entre eux ont des affiliations religieuses et/ou politiques, tandis que les 61% restants se définissent comme indépendants.²³ Ces types d'organisations sont susceptibles de fonder la distribution de l'aide sur certains profils au lieu de proposer une aide inclusive. Il est par ailleurs difficile d'étudier la manière dont les dons reçus sont utilisés par les ONG, suite au secret bancaire qui empêche toute autorité de vérifier les comptes d'une association.

Plus inquiétant encore pour l'avenir: En juin dernier, l'agence de presse Reuters a révélé que sur 1,5 milliard de dollars injectés dans l'humanitaire au Liban en 2020, au moins 250 millions avaient été « avalés » par les banques du pays.²⁴ Cette disparition est attribuée à la conversion des dollars en livres libanaises par les établissements bancaires, qui auraient appliqué un taux de change peu avantageux par rapport au taux du marché noir, constituant ainsi une perte significative de ressources pour l'aide humanitaire. Dans ce contexte, il est alors clair que le Liban ne peut pas se reposer uniquement sur les ONG pour sa reconstruction.

23 <https://today.lorientlejour.com/article/1285702/how-did-local-ngos-handle-tens-of-millions-in-private-do-nations-after-the-beirut-explosion.html>

24 <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/liban-multiplication-ong-associations-humanitaire-finance-ment-deresponsabilisation-etat>

Un partenariat nécessaire entre les ONG et l'Etat libanais

Il en découle que l'aide, essentielle, des ONG n'est efficace qu'à court terme. Or il s'agit de trouver des solutions à moyen et long termes. En effet, à court terme, recevoir l'aide des ONG dans le cadre d'un mécanisme transparent et correctement contrôlé semble être le seul moyen d'apporter une réponse relativement rapide au bénéfice de ceux dont les moyens pour survivre ne sont pas suffisants. Cependant, pour la reconstruction et le relèvement à moyen et long termes, il sera nécessaire d'impliquer le gouvernement libanais et d'adopter un cadre de partenariat qui rassemble les différents acteurs pour la création d'un système solide et pérenne. Cette quasi-saturation d'ONG au Liban pourrait s'avérer contre-productive car elle dédouane l'Etat de toutes ses responsabilités. Cette délégation totale aux ONG pourrait ainsi saper toute véritable possibilité d'émergence de collectifs politiques capables de prendre leurs affaires en main. Il faut à tout prix entreprendre les efforts visant à sauver des pans, même modestes, de la sphère publique pour entreprendre, lentement mais sûrement, la reconstruction d'un État pour reconstruire un pays.

Le capital humain libanais en voie de disparition...

Marianne Kreidy (T.2)

« Le capital humain est un stock de connaissances et d'expériences, accumulé par son détenteur tout au long de sa vie par des investissements »

Gary Becker- Prix Nobel d'Economie (1992)

Le capital humain est un moteur essentiel de la croissance économique et du développement social car il stimule la productivité, favorise l'innovation, renforce l'adaptabilité... Investir dans le capital humain est donc crucial pour assurer un développement durable et inclusif à long terme. Dans le cadre du Liban, l'intérêt porté au concept de capital humain réside également dans le fait qu'il constitue une ressource indispensable, étant donné que le pays ne dispose pas de ressources naturelles ni de matières premières qui peuvent favoriser son développement. D'ailleurs, les écoles et universités libanaises ont longtemps été saluées pour leur excellence académique, attirant des étudiants locaux et internationaux.

Toutefois, la crise économique sans précédent que connaît le Liban depuis 2019, entraînant une dépréciation de la livre libanaise ainsi qu'un accroissement considérable de la dette publique, du taux d'inflation et du taux de

chômage contribue fortement à la dégradation du capital humain libanais. De ce fait, le secteur de l'éducation et de la santé sont indéniablement affectés. Face à cette érosion inéluctable du capital humain, l'Etat demeure majoritairement impuissant.

L'alarmante dégradation des secteurs de l'éducation et de la santé au Liban

La crise économique au Liban a des conséquences dévastatrices sur l'éducation. Selon l'ONU, quelque 16% des familles libanaises ont envoyé leurs enfants en âge scolaire "travailler pour compléter le revenu du ménage" et ainsi subvenir à leurs besoins. On constate également une augmentation alarmante des



taux d'abandon scolaire, due à la fois aux fermetures prolongées des écoles liées à la pandémie de la Covid 19 et au besoin de revenus supplémentaires des familles appauvries par

la crise. Par exemple, avant la crise, 700 000 enfants étaient déjà déscolarisés. Depuis, ce sont 500 000 élèves supplémentaires qui sont sortis du système.²⁵ De plus, du fait du contrôle de capitaux qui résulte de la crise économique libanaise, les écoles voient l'accès à leurs comptes limités, ce qui rend difficile le paiement des factures et du personnel. Par conséquent, on assiste et ce jusqu'à nos jours à une grève du secteur éducatif public. Même le secteur privé est touché, avec une réduction des effectifs car les élèves intègrent davantage des écoles publiques en raison de frais de scolarité inabordables.

Le Liban connaît aussi un accroissement considérable du phénomène de « Brain drain » ou « fuite des cerveaux » en français : de plus en plus de jeunes étudiants libanais quittent le pays. Cet exode touche également le secteur médical et le secteur de l'éducation. Par exemple, selon une étude publiée en 2021, plus de 15% des enseignants des écoles privées ont quitté le pays pour chercher du travail ailleurs.²⁶ le Liban connaît également le départ de plus de 3 000 médecins et infirmiers depuis 2019,²⁷ principalement en raison de la diminution de leurs revenus liée à la crise. Le capital humain libanais se retrouve à l'étranger !

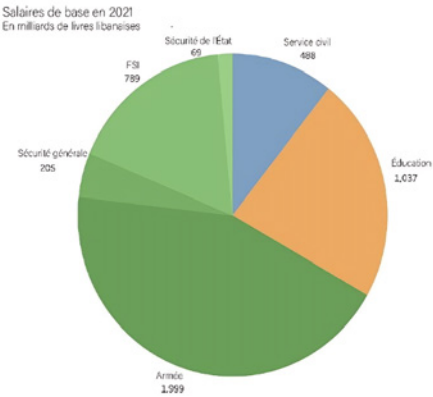
25 Au Liban, la crise économique menace le secteur de l'enseignant et l'avenir de la jeunesse- Middle East Eye- le jeudi 4 mai 2023 : <https://www.middleeasteye.net/fr/reportages/liban-crise-economique-menace-education-descolarisation-fermeture-ecoles-avenir-jeunes>

26 Le secteur éducatif libanais est au bord du gouffre - L'Orient-Le Jour – le 22 avril 2022 : <https://www.lorientlejour.com/article/1297487/le-secteur-educatif-libanais-est-au-bord-du-gouffre.html>

27 Au Liban, le secteur hospitalier se restructure face à la crise- France 24 – le 19 novembre 2022 : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20221119-au-liban-le-secteur-hospitalier-se-restructure-face-%C3%A0-la-crise>

De plus, en raison de la crise économique, les hôpitaux publics font face à de graves pénuries de médicaments et d'équipements essentiels, ce qui compromet la qualité des soins et met en danger la vie de nombreux patients. Cette situation aggrave les inégalités d'accès aux soins de santé, avec des établissements publics déjà sous-financés qui peinent à fournir des services adéquats. Même le système de santé privé est affecté, avec des pénuries de médicaments et des difficultés financières pour de nombreux patients, y compris les plus aisés.

Par ailleurs, la protection sociale au Liban est limitée. Il n'existe ni indemnités chômage ni pensions de retraite pour les salariés du privé. Seuls les employés de l'Etat en bénéficient, sachant que les sommes perçues sont devenues dérisoires à cause de l'inflation. Ainsi, en l'absence d'un système de protection sociale solide, les personnes âgées au Liban dépendent souvent de leur famille pour couvrir leurs soins, mais la crise économique amplifie les difficultés financières pour tous. La crise touche non seulement la santé physique des Libanais mais également leur santé mentale. Depuis 2019, les cas de suicide sont particulièrement mis en



Richard Salame pour l'Orient Today
Source : Ministère des Finances

avant dans les médias et sur les réseaux sociaux. En effet, selon une étude de l’Orient- Le Jour, les suicides au Liban aurait augmenté d’au moins 42% en juillet 2022.

L’Etat Libanais: entre passivité et irresponsabilité ?

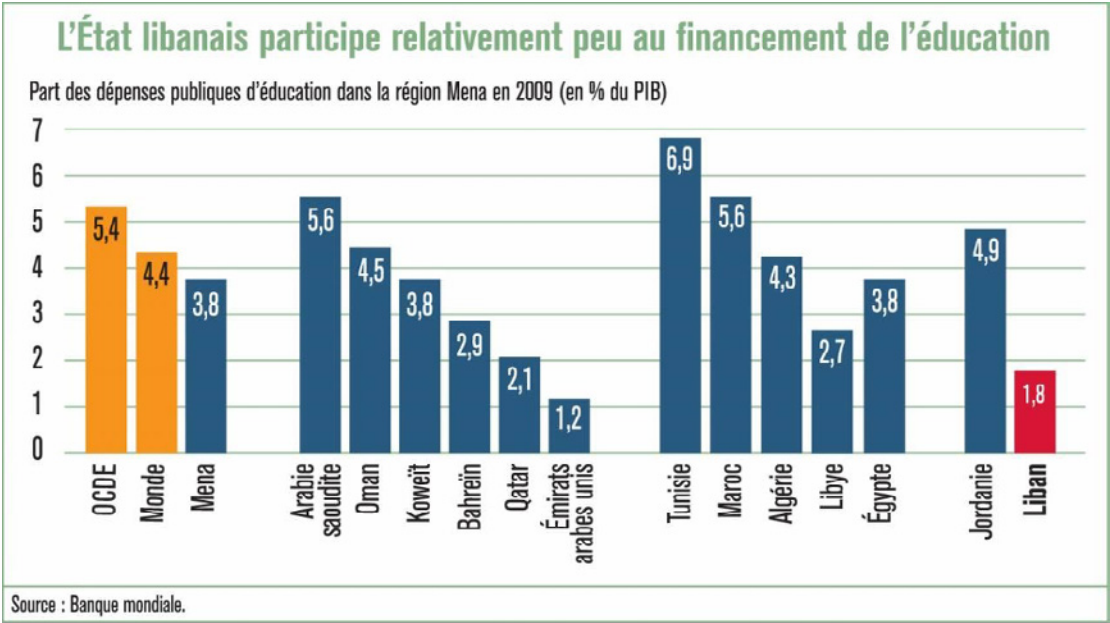
L’Etat libanais détient sa part de responsabilité dans l’érosion du capital humain. En effet, l’Etat Libanais n’investit presque pas dans l’éducation, faute de fonds. « Sur le budget alloué, 90% des financements vont aux maigres salaires des enseignants, laissant peu de fonds disponibles pour assurer la qualité des locaux ou du matériel»²⁸. Ainsi, dans les zones les plus défavorisées, certaines écoles n’ont pas les moyens d’offrir chauffage et électricité à leurs élèves, les privant ainsi de conditions de travail décentes. De plus, les très bas salaires des enseignants contribuent à l’embauche de professeurs de moins en moins qualifiés, altérant ainsi la qualité de l’éducation à l’échelle nationale. Il convient ici de noter que « 45% des enseignants au Liban n’ont pas de diplôme universitaire et nombreux sont ceux qui ont été recrutés hors concours ».²⁹ Le secteur de la santé est lui aussi abandonné par l’Etat Libanais. Le 9 novembre 2021, le gouvernement libanais a supprimé les subventions de la plupart des médicaments. Par conséquent, les prix de ces médicaments ont augmenté de façon exponentielle. En outre, le gouvernement libanais n’a pas respecté ses engagements visant à soutenir les Centres de soins de santé

primaires, qui fournissent des médicaments gratuits ou à faible coût.³⁰

La corruption et la mauvaise gouvernance libanaise ont également contribué à l’érosion du capital humain en détournant les ressources publiques et en sapant l’efficacité des politiques et des programmes sociaux, mettant ainsi en péril le secteur de l’éducation et de la santé. Enfin, malgré les défis persistants, le Liban a parfois manqué de volonté politique pour entreprendre des réformes structurelles nécessaires dans les domaines de l’éducation et de la santé.

Des conséquences dramatiques à long terme

L’érosion du capital humain libanais a des répercussions à long terme négatives sur le pays. Cela entraîne d’abord une diminution de la productivité dans divers secteurs économiques car les individus ne sont pas en mesure d’utiliser efficacement leurs compétences et leurs connaissances. Ensuite, la dégradation du capital humain peut être à l’origine d’une baisse de l’innovation et de la compétitivité : la main-d’œuvre est moins qualifiée ou moins formée du fait du manque d’accès à une éducation de qualité, de la diminution de la qualité de l’enseignement ainsi que celle des soins... Par ailleurs, les inégalités socio-économiques se multiplient et se cumulent : l’érosion du capital humain a entraîné une augmentation du chômage : les employeurs ont de plus en plus de mal à trouver des travailleurs disposant des compétences et des qualifications nécessaires pour remplir les postes disponibles. De plus, l’accès inégal à l’éducation s’accroît : les



enfants issus de familles libanaises aisées ont souvent accès à des écoles de meilleure qualité et à des ressources éducatives supplémentaires, tandis que ceux issus de familles libanaises pauvres sont confrontés à des obstacles tels que le manque d’infrastructures éducatives adéquates (écoles publiques) et de ressources financières pour poursuivre leurs études (aggravés par la crise). Il en va de même pour l’accès aux soins de santé : les libanais issus de milieux défavorisés ont souvent un accès limité aux soins de santé (hôpitaux publics), ce qui peut entraîner une détérioration de leur santé et une augmentation des inégalités en matière de santé. Les coûts élevés des soins de santé et le manque d’infrastructures médicales dans les régions défavorisées peuvent également aggraver ces inégalités. Finalement, lorsque le capital humain est érodé et que les opportunités d’éducation et d’emploi sont limitées, la mobilité sociale ascendante devient également restreinte face à la multiplication des situations de déclassement.

De ce fait, les Libanais issus de milieux défavorisés ont aujourd’hui moins de chances de progresser socialement et économiquement, tandis que ceux issus de milieux aisés ont plus de ressources et d’opportunités pour réussir.

Quelles solutions envisageables ?

Si l’on accepte l’hypothèse que l’Etat ne réagit pas car il est en faillite et donc qu’il ne dispose pas des fonds nécessaires, la seule solution de court-terme serait de renforcer les programmes d’aide sociale en partenariat avec les organisations internationales et la société civile. Il n’en demeure pas moins que la mise en œuvre des réformes attendues pour une meilleure gestion économique et financière est cruciale. Il est impossible d’envisager l’avenir du pays sans réfléchir en termes de politiques structurelles : l’investissement dans l’éducation, la santé et la formation professionnelle sont indispensables.

28 L’éducation au Liban : quel est le problème ? – Solidarité Laïque- le 30 juin 2016 : <https://www.solidarite-laique.org/je-milite/leducation-au-liban-quel-est-le-probleme/>

29 L’éducation au Liban : quel est le problème ? – Solidarité Laïque- le 30 juin 2016 : <https://www.solidarite-laique.org/je-milite/leducation-au-liban-quel-est-le-probleme/>

30 Liban. Le gouvernement doit remédier à la pénurie de médicaments et à la crise sanitaire – Amnesty International- le 9 février 2023 : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/02/lebanon-government-must-address-medication-shortages-and-healthcare-crisis/>

L'humanité pour quoi faire?

Christopher Habibian (1.2)

Lettre ouverte adressée:

Aux plus insensibles, à ceux que la vérité sidère, à ceux encore qui regardent ailleurs, qui feignent de ne plus savoir discerner leurs mensonges de la réalité. À ceux qui ont oublié le sens du mot « humanité », qui préfèrent rester aveugles aux images, et sourds aux cris, à ceux qui méprisent si habilement la peine et l'agonie; j'adresse mes excuses les plus profondes. Ces quelques mots dont je m'arme ici, dressent un trop brutal portrait de ce monde.

Tant pis, si en lisant ces mots vous les couvrez de mépris. Si ces quelques fragments d'humanité ne savent ni vous émouvoir ni vous persuader.

Tant pis. Encore, Tant pis. Toujours. Il faut bien que quelqu'un brise le silence qui vous entoure. Ne vous y méprenez pas, je n'ai nullement l'intention de faire votre procès, d'aucun réquisitoire la paix n'a émané. Je n'ai nullement l'intention de faire comme tous ceux qui pensent que l'injustice se combat par la voie de la violence. Ce n'est pas en vous blessant que je soignerai les plaies d'un peuple saignant, ni en vous tuant que je tuerai l'indifférence qui assassine vos consciences.

Je n'attaquerai personne, cela ne sert à rien d'attaquer, de rassembler en quelques phrases un recueil de haine et de rancœur. Cela n'a jamais pu soigner même la plus infime des douleurs. Encore faudrait-il que le monde le comprenne, encore faudrait-il qu'à tous ces hommes on l'apprenne. Que l'on ait le courage de refuser la violence, d'oublier ne serait-ce qu'un moment toutes nos différences.

Que l'homme s'exalte d'amour et non de sang. Qu'il cesse enfin de massacrer tous ces innocents. Qu'il se souvienne au moins des quelques milliers d'enfants, que ses bombes terrorisent, des rêves et des espoirs que ses missiles visent, des visages que les ruines d'un « chez nous » ont rendu anonymes, de ce malheureux dont le corps porte encore les séquelles de ces crimes. De tous ces chants égarés sur les touches d'un piano, de tous ces hymnes dont il fait taire jusqu'à l'écho. De tous ces hommes qui lui ressemblent, par leur humanité, qu'il assassine au nom d'un dieu en toute impunité...

Je ne plaide ici que la cause de tous les hommes, je ne plaide contre personne, mais pour le monde entier, sans soustraire un peuple, une religion ou une ethnicité. Je plaide pour toutes les couleurs, toutes les langues, tous les hymnes tous les chants. Je plaide pour réconcilier Jésus, Allah et Dieu, Pour que « Shalom » puisse rimer avec « Salam ». Je plaide pour ceux encore dont le sang ne suffit pas à éveiller les consciences, je plaide pour ceux qui meurent dans la plus révoltante des indifférences. Pardonnez-moi, si ces mots ont pu manquer d'objectivité, si trop de compassion dans ces phrases s'est immiscée, pardonnez-moi, si ces mots décrivent une trop brutale réalité, si trop de sang a pu couvrir ce portrait...Et pourtant, ce n'est qu'en en parlant que l'on peut réécrire l'histoire, défaire la brutalité, pour refaire dans nos cœurs une place pour l'humanité.

CONSTRUIRE
SES OPINIONS



« Quand tu mènes tes guerres, pense aux autres.
(N’oublie pas ceux qui réclament la paix.)

Quand tu règles la facture d’eau, pense aux autres.
(Qui têtent les nuages.)

Quand tu rentres à la maison, ta maison,
pense aux autres.
(N’oublie pas le peuple des tentes.)

Quand tu comptes les étoiles pour dormir,
pense aux autres.

(Certains n’ont pas le loisir de rêver.)”

Mahmoud Darwish, *Pense aux autres*

Arts, Dialogues et Réflexions

A propos de l’art ... La Polémique Autour de l’Exposition de Miriam Cahn au Palais de Tokyo

Tinaïg Cressent (T.1)

Mai 2023, à Paris, Ève et Tinaïg, étudiantes en Sciences Politiques, échangent au sujet de la polémique autour de l’œuvre Fuck Abstraction! De l’exposition Miriam Cahn au Palais de Tokyo.

EVE – Pour moi, l’art est libre.

TINAÏG – On accuse Miriam Cahn d’apologie

de la pédopornographie, en représentant un individu aux mains liées contraint à pratiquer un acte sexuel sur une personne plus grande qu’elle.

EVE – Ce n’est pas le message représenté ici! Elle dénonce les abominations de la guerre et comment la sexualité est utilisée comme

arme. Le corps plus petit n’est pas un enfant mais représente la vulnérabilité de l’opprimé. En exprimant la vérité par sa propre sensibilité, l’artiste est libre.

TINAÏG – En revanche, il est contraint par la matière qu’il travaille, comme le sculpteur, ou par le style du mouvement auquel il appartient comme le cubisme en peinture.

EVE – Mais une vraie liberté, n’est-ce pas de pouvoir se donner les moyens de ses propres objectifs? Pense à Apollinaire! L’artiste choisit ses techniques pour communiquer ses idées et représenter ce qu’il veut.

TINAÏG – Le premier obstacle de l’artiste parfois, c’est lui-même. Il a ses propres limites intellectuelles et psychiques. Van Gogh était bipolaire, Goya paranoïaque.

EVE – Oui, mais avec le temps ils sont considérés comme des génies. Les artistes tourmentés puisent leur inspiration dans leur personnalité telle une thérapie. Frida Kahlo peignait pour rester saine. L’écriture aussi est un exercice libre : les auteurs s’inventent d’autres vies. L’artiste est libre de tout faire, tout écrire, tout représenter. La moralité ne doit pas s’introduire dans l’art : le confort tue, et l’inconfort crée.

TINAÏG – Oui mais l’artiste a une responsabilité envers lui-même et envers la communauté: penses-tu pouvoir montrer Fuck Abstraction! à des enfants?

EVE - Certains artistes jugés scandaleux à leur époque ont pris la liberté de rompre avec leur héritage culturel. L’Origine du monde de

Gustave Courbet est exposée au musée d’Orsay alors qu’au XIXème siècle elle était cachée. Pour certains, la Pyramide du Louvre de Leoh Ming Pei allait détruire la beauté des Tuileries. Elle est devenue un emblème de Paris. Pour l’œuvre Fuck Abstraction!, je pense qu’il faut éduquer le public au lieu de censurer la créativité: c’est l’absence de réflexion au profit de la simple émotion qui provoque ces réactions hostiles.

TINAÏG - L’artiste est libre de ce qu’il crée, bien ou mal, et peut repousser les limites du politiquement correct. Mais il doit expliquer le but de son art afin d’être interprétable.

EVE – Il doit être libre de mettre en forme ses idées. Ses œuvres peuvent avoir un contenu critiquable, condamnable, ou porter sur des sujets sensibles ou polémiques. Je trouve d’ailleurs que l’on ne donne pas de privilège à l’artiste en protégeant sa liberté de création par une loi. Il a besoin d’être protégé dans l’exercice de son art. Regarde l’attentat de Charlie Hebdo, personne n’a protégé les artistes. L’œuvre de Miriam Cahn a été vandalisée; le Palais de Tokyo a renforcé son dispositif de médiation. Quand les œuvres posent problème, il faut en débattre. L’artiste peut avoir recours à la transgression dans son œuvre. Le public peut juger avec son libre arbitre.

TINAÏG – La société peut supporter des conflits d’opinion. On a le droit de critiquer ou dénoncer des idées que l’on ne partage pas sans les interdire. L’acceptation des opinions différentes, mais respectueuses d’autrui, fait partie de notre ADN démocratique. Il ne faut pas effacer notre culture ni notre patrimoine, mais accompagner les œuvres polémiques pour lutter contre le conformisme. L’art permet de freiner le recul

démocratique. C'est aussi une arme nécessaire pour accompagner l'avènement actuel de l'intelligence artificielle.

Art au Liban: entre liberté et censure

Yara Serhal (T.6)

Beyrouth, le 9 août 2019

YARA - Le concert de Mashrou' Leila qui devait se dérouler à Byblos a été annulé puisqu'ils



sont homosexuels et qu'ils critiquent la religion, quelle aberration! Dans quelle époque vivons-nous, au Moyen Age?

KIM - Je dirais plutôt que c'est un soulagement. De quel droit se sont-ils permis de s'attaquer à des symboles chrétiens? C'est de l'ordre du blasphème! Personnellement je sens que mes valeurs, principes et ma libanité sont visés.

YARA - Tu suis la pensée bornée traditionnelle

libanaise! Notre Liban qui se vante de sa liberté d'expression, mais dans lequel l'art sous toutes ses formes se retrouve à nouveau censuré. Pourquoi te sens-tu visée? Un artiste devrait avoir la liberté d'aborder des sujets qui dérangent. Si cela te choque, boycotte son art, mais la censure d'un artiste remet en cause la liberté d'expression. Malgré le fait que la religion et la politique sont entrelacées au Liban et que la laïcité y est inexistante, n'oublie pas que la religion reste une affaire privée, on a le droit de croire comme de ne pas croire.

KIM - Tu as une vision très occidentalisée. Ne vois-tu pas que les sociétés occidentales sont aujourd'hui à la dérive du fait de leur extrême ouverture d'esprit? N'oublie pas qu'au Liban, la confession est au centre de nos vies et guide notre quotidien, il est donc naturel que les institutions religieuses, notamment l'autorité religieuse chrétienne, aient dû intervenir face à ce scandale. Il existe une loi au Liban qui protège la religion du blasphème et l'article 534 du code pénal punit « tout rapport sexuel contraire à l'ordre de la nature » et interdit donc implicitement l'homosexualité. Est-ce qu'un artiste peut transgresser la loi? Et que dire de la laïcité aujourd'hui en France et de toute la polémique engendrée par ce sujet?

YARA - Mais d'ailleurs, recadrons notre débat. La liberté artistique se retrouve encore une fois la cible de menaces, cela nuit fortement à la démocratie. La musique est transgénérationnelle et s'adresse à tout le monde, Mashrou' Leila ne fait pas l'apologie de l'homosexualité!

KIM - Que les libanais écoutent la musique de Fairouz, pas ce nouveau style "arabe alternatif" provocateur et vulgaire que propose Mashrou' Leila. Cette polémique nous prouve que les

idéologies de l'Occident, propagées à travers l'art, tentent constamment d'effacer la culture et les traditions arabes, et il faut empêcher cela. Un artiste ne peut pas tout dire à travers son art, certains sujets comme la religion ne doivent pas être abordés irrespectueusement par les artistes.

YARA - Nos sociétés ne pourront jamais évoluer si l'art est censuré. L'acculturation permet la diversité qui est cruciale au développement des sociétés. Comme le mentionne le philosophe Henri Bergson: "ce que les mots ne peuvent pas dire, l'art le dit". L'art permet d'interroger la société et d'éveiller les consciences sur certains sujets polémiques ou tabous, c'est pour cette raison que l'art est souvent un outil de révolution et de contestation. Prenons l'exemple de John Lennon qui, à travers sa musique, milite pour un monde meilleur, ou encore le street art de Banksy qui met en lumière des événements d'actualité et leurs enjeux politiques et sociaux. L'art dévoile, en effet, une facette de la société que nous ne percevons pas. Permettre aux artistes de s'exprimer sans restriction permet donc de remettre en cause les normes sociales et d'encourager la diversité: ce sont les fondements de la démocratie, sans lesquels les sociétés stagnent et se renferment dans un conformisme rétrograde.

La reconstruction de la mémoire historique chez les jeunes Libanais

Eugénie Toutounji (T.2)

En étudiant l'histoire du Liban, nous avons l'impression que nos grands-parents, nos parents, ce qu'ils ont vécu, n'est qu'une illusion. J'ai beau cherché à les retrouver entre les lignes des livres d'histoire, en vain. J'ai beau cherché à les retrouver dans les propos du prof d'histoire, en vain. Mes enfants me croiront-ils lorsque je leur dirai ce que j'ai vécu?

Le chantier de reconstruction de la mémoire historique chez les jeunes Libanais a duré longtemps, et semble ne pas aboutir. Sur ce chantier, les acteurs sont nombreux. D'abord, l'Etat Libanais, qui met en place un programme d'apprentissage présentant des lacunes apparentes. L'enseignement de l'histoire du Liban présente des failles fréquentes, dues à l'insuffisance au niveau des détails historiques, mais aussi juridiques, qui ne permettent pas de revisiter l'histoire récente du Liban. L'Etat a, en effet, opté pour la solution de biaiser et occulter les faits, et ne laisse place qu'à des versions subjectives et non abouties de l'Histoire.

En 1996, le Centre national de recherche et de développement pédagogique (CRDP) était, en collaborant avec une commission d'historiens, chargé d'élaborer un nouveau programme, mais ce dernier n'a pas vu le jour. En effet, certains affirment que ces failles émanent des décisions politiques, et d'un voile d'ignorance afin de dissimuler les transgressions répétitives de la loi. D'autres relèvent la difficulté de se remémorer la guerre. Mais quelle est l'origine de celle-ci ? Nous nous trouvons devant un Liban à la face masquée par les mémoires de ceux qui ont souffert par le passé. La réconciliation avec ce dernier n'a pas eu lieu, le peuple libanais se trouve porteur d'une mémoire non apaisée. Le fait de commémorer le début de la guerre et non sa fin n'est-il pas indicateur d'une plaie qui ne cicatrise pas ? Ces mémoires subjectives et non apaisées nous permettent de plaider la nécessité de revisiter l'histoire du Liban et la période obscure de la guerre civile. Il est de notre devoir de nous livrer à la tâche de recollecter les mémoires, et de croiser les faits pour écrire l'histoire et d'entrevoir une version objective de celle-ci. Leurs souffrances étant reconnues, ces mémoires connaîtront un certain apaisement.

Aujourd'hui, les nouvelles générations sont victimes d'une plaie non cicatrisée par les générations précédentes. Un professeur d'histoire interpellant des élèves libanais sur des figures politiques s'exclame « vous connaissez Chirac mais pas Chamoun ? » Mais d'autres insistent sur la connaissance de l'histoire, comme Wajdi Mouawad, dramaturge libanais de grande renommée, ayant quitté le pays à ses 3 ans, dont un grand nombre d'œuvres repose sur la guerre civile libanaise, et qui se présente comme artiste de la mémoire, bien que n'ayant pas vécu celle-ci.

Heureusement, certains acteurs de la société civile fournissent un travail de mémoire essentiel, et prônent un témoignage visuel, comme le site historique conçu par Youssef Aftimus : la maison Barakat, ou les films de Bagdadi, ainsi que les archives. Ainsi, la nouvelle génération est ouverte à la discussion historique. Les établissements scolaires, sont en partie chargés d'accomplir un devoir de mémoire, avec l'émergence de clubs, de réceptions d'invités. Ces derniers, permettent aux élèves, grâce à leurs interventions, de devenir des jeunes ancrés dans la connaissance de leur pays.

Etablir une nouvelle politique de mémoire est une urgence qui n'est malheureusement pas collectivement ressentie. Ce travail de mémoire s'effectue en recueillant des éléments de la mémoire individuelle de chacun afin de former une mémoire collective. La construction du pays commence donc par la construction d'une mémoire historique chez la génération future.

Croire ou ne pas croire

Enzo Baladi (1.2)

L'information est devant soi, écrite ou enregistrée, méticuleusement préparée, pour convaincre et persuader. Que ce soit en économie ou en politique, propager et contrôler l'information a toujours été une étape incontournable dans l'essor d'une société ou d'une entreprise. Ainsi, lorsqu'on est victime de telles tentatives de manipulation du cerveau, il est primordial de garder un esprit clair et critique face à la situation.

Tout d'abord, du côté politique, la propagande est indéniablement une force à prendre en compte. Depuis l'Antiquité, en passant par les Première et Seconde Guerres Mondiales, la propagande ne déçoit jamais son utilisateur en faisant virer les avis de la population, pour finir par faire chavirer le bateau adverse. Il faut haïr l'ennemi, il faut le déshumaniser pour encourager le peuple à l'attaquer. "Il pourrait tuer vos enfants ou vos parents, il n'a pas de sentiments, ni de pitié". Après ce genre de discours, lorsque la situation est grave et que le temps presse, que les enjeux sont importants mais que les autres ont déjà décidé, on les suit. Il est important de souligner la difficulté qu'on retrouve à se désolidariser, si cela est même possible. Cette propagande est rapide, ouverte, elle s'institutionnalise et apparaît partout: les films, les affiches, les livres, jusque dans les couleurs que vous voyez, toutes ces choses qui nous définissent et dans lesquelles on croit se retrouver.

Comprendre les circonstances et la situation est une faculté qui se développe grâce à la conscience. Cette dernière se nourrit des expériences et des connaissances acquises, l'éducation libératrice serait alors primordiale. Cependant, même l'éducation peut être manipulée. Le problème s'accroît lorsque la subjectivité prime. En effet, on tend à faire confiance à ce que l'on sait déjà, ce qu'on croit devient vrai. Du point de vue d'un homme par exemple, il lui serait plus avantageux de penser que la femme est inférieure. Néanmoins, après réflexion, il ne serait pas rationnel de penser ainsi. Comme Kant l'affirme :il est toujours possible de prouver ce qui est vrai, et il est important de s'interroger sur ce que l'on croit vrai.



Affiche de propagande américaine 1954



"La RSFSR dans le combat contre la bourgeoisie de tous les pays" - Affiche de propagande de la RSFSR -1920

Du côté économique, ce n'est pas un ennemi qu'on tente de créer, mais un ami. Ce qui est crucial n'est pas le produit proposé en lui-même, mais plutôt celui qui le tient ou le promeut, qui va tenter de vous pousser à acheter ce produit. Les entreprises cherchent à construire une relation de confiance avec les consommateurs. Les publicités et les campagnes de marketing visent à séduire et à aveugler, cachant souvent la réalité.

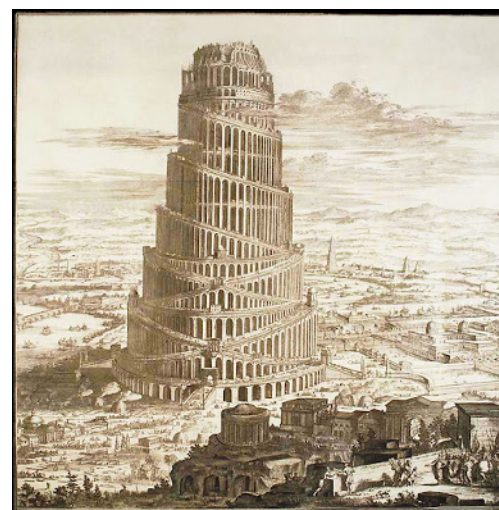
Ainsi, se mettre à la place de l'autre permet non seulement de découvrir ce que l'autre a à perdre comme dans une guerre, mais aussi à gagner comme dans une transaction. Dans un monde où les réseaux sociaux, guidés par des algorithmes, nous enferment dans une bulle d'opinions confortables, il est alors important de prendre en considération les divers points de vue et informations provenant de différentes sources.

Repenser la Tour de Babel : le langage comme outil d'inclusion

Mia Matar (T.1)

Dans un contexte globalisé marqué par des changements économiques et sociaux importants, la question de l'intégration sociale revêt aujourd'hui une importance particulière qui transcende les frontières traditionnelles ayant historiquement séparé les individus sur la base de critères tels que le sexe, la classe sociale, l'ethnie ou l'identité des individus. Cette évolution reflète alors une société de plus en plus consciente des injustices et inégalités, qui remet en question les stéréotypes existants et qui cherche activement

et reconnaître la diversité au sein de notre société contemporaine. Le langage, moyen de communication essentiel, renforce-t-il les inégalités et les préjugés ? Ou sert-il de levier pour promouvoir une société plus juste et inclusive ? On constate de nos jours une prise de conscience et une réflexion croissante autour de l'impact des mots sur les individus et communautés. Des termes autrefois utilisés de manière dérogatoire sont de plus en plus rejetés dans le discours quotidien, et sont même remplacés par d'autres expressions plus inclusives et respectueuses. La manière dont la langue est utilisée peut donc refléter ou atténuer les inégalités sociales. Par exemple, en France, la notion "d'écriture inclusive" se fait de plus en plus entendre aujourd'hui. Elle fait référence à l'ensemble des moyens linguistiques visant à assurer une égalité entre les genres dans la langue française, en évitant les expressions renforçant les stéréotypes, notamment dans les documents officiels. Il s'agit alors de rendre visibles les femmes et les personnes non binaires à l'oral comme à l'écrit, en s'opposant à l'idée que le masculin représente l'universel. On remplacerait donc par exemple l'écriture traditionnelle "les étudiants"; par "les étudiant·e·s"; ou "les étudiant(e)s"; afin de reconnaître et de rendre visibles à la fois les hommes et les femmes dans le groupe d'étudiants, évitant ainsi de perpétuer l'idée que seuls les hommes sont inclus dans



à promouvoir une inclusion plus poussée. La langue joue alors un rôle primordial dans cette quête vers l'égalité. Elle devient un outil puissant pour remettre en question les normes et valeurs culturelles préétablies, et pour inclure

DÉCONSTRUCTIONS

cette catégorie. De même, dans les documents officiels ou les communications publiques, on peut remplacer l’usage systématique du masculin par des formulations plus inclusives. Par exemple, au lieu de dire “les citoyens doivent voter”, on peut dire “toutes les personnes éligibles doivent voter” ce qui englobe les hommes, les femmes et les personnes non binaires. Cependant, cette méthode d’écriture fait polémique, certains pensant même qu’elle “ruinerait la langue française”.³¹ En effet, certains estiment que l’écriture inclusive va à l’encontre des règles grammaticales françaises; et considèrent que l’ajout de signes typographiques comme des points médians ou des parenthèses nuit à la lisibilité et à la clarté de la langue écrite. Or pour certains, il s’agit simplement de préserver la langue française traditionnelle ainsi que son héritage, sous prétexte que l’écriture inclusive introduirait des changements qui vont à l’encontre des normes de la langue. D’après le site officiel du Sénat français, ce rejet se fait surtout entendre au sein même de l’Assemblée Nationale où, le 29 novembre 2023, a été votée une loi visant à “protéger la langue française” et donc limitant l’usage de l’écriture inclusive dans les documents publics et examens officiels.³² Cette opposition n’est pas seulement une question de langue ou de grammaire mais une véritable cause sociale. La suppression de termes inclusifs dans les documents officiels va réduire la visibilité de groupes minoritaires et va donc accroître les inégalités. Enlever les démarcations de genre accentuerait les rapports de domination et de pouvoir entre les sexes dans toutes les sphères de la vie sociale, et renforcerait les inégalités déjà existantes

31 “L’écriture inclusive détruit la langue française en tant que telle”

32 Proposition de loi visant à interdire l’usage de l’écriture inclusive - Sénat

entre hommes et femmes qui seront encore moins représentées et incluses de manière juridique, et donc encore moins protégées par la loi en cas de discrimination. En effet, la langue se conforme aux minorités et aux changements socio-démographiques. Les langues évoluent constamment selon les dynamiques sociales, culturelles et démographiques d’une époque. Les variations linguistiques émergent alors en raison de divers facteurs tels que les migrations, les interactions entre différents groupes sociaux, les changements de pouvoir économique et politique, ou simplement l’évolution des normes sociales. Dans le contexte des minorités, les langues peuvent subir des changements pour refléter l’identité culturelle et la réalité vécue par ces groupes. Les membres d’une minorité linguistique peuvent donc introduire certaines expressions, mots et structures linguistiques propres à eux-mêmes, émergeant de leur identité et culture d’origine. Par exemple, l’Anglais Vernaculaire Afro-Américain (ou AAVE, de l’anglais ‘African American Vernacular English’), est un dialecte de l’anglais américain principalement parlé par les Afro-Américains et ayant ses propres structures grammaticales, son propre vocabulaire, et même une prononciation distincte. Ce dialecte a été pendant longtemps stigmatisé et rejeté, notamment dans la sphère professionnelle,³³ mais il est maintenant reconnu comme une variété légitime de l’anglais américain, et impacte même la langue anglaise à un niveau international. C’est alors un dialecte ayant sa propre histoire et culture ; et qui permet la visibilité et la reconnaissance de l’identité Afro-Américaine au sein de la société, menant à une baisse des inégalités et stéréotypes associés à ce langage en permettant l’inclusion sociale et l’accès à l’éducation et aux emplois.

33 Black Vernacular and Dialect Bias in The Workplace | Entrepreneur

Cependant, la langue peut aussi devenir un facteur de discrimination et amplifier les inégalités sociales. Elle peut alors limiter l’accès aux besoins fondamentaux de certaines minorités qui ne parlent pas la langue dominante d’un pays et donc ne savent pas quels sont les droits qui leur sont accordés. Au Botswana, un pays où plus de 29 langues sont parlées, la constitution et tous les documents officiels ne sont officiellement publiés qu’en anglais et en setswana, laissant de côté près de 30% de la population (ou 29 différents groupes ethniques minoritaires).³⁴ Ils sont alors désavantagés par rapport à l’écrasante majorité parlant le setswana, suite à des obstacles linguistiques limitant leur accès à l’information sur les services publics, le recours à ces services, ainsi que leur qualité.³⁵ Certains citoyens n’ont alors pas accès aux services publics car ces services ne sont pas offerts dans leur langue maternelle, accentuant les disparités et inégalités au sein du peuple botswanais.

La langue est donc un acteur principal dans la quête vers une société plus juste et inclusive. Bien qu’elle puisse être à la fois un levier pour promouvoir l’égalité et un vecteur d’inégalité, son impact permet d’atténuer les injustices et de favoriser l’inclusion sociale. Cependant, cet impact n’est pas limité à la sphère de la parole: il se manifeste également à travers les cadres éducatifs ou médiatiques, exerçant ainsi une influence indirecte sur notre société et donc perpétuant les inégalités.

Les crises économiques sont-elles les causes ou les conséquences des guerres?

Laetitia Lebbos (T.2)

Les guerres d’aujourd’hui sont différentes de celles d’hier. Avec l’arrivée de nouveaux acteurs sur la scène internationale mais surtout de nouveaux enjeux transnationaux, on assiste à une nouvelle géopolitique des guerres et une forte dématérialisation des conflits : les guerres sont de moins en moins des conflits armés. Force est de constater que de nos jours, les enjeux d’ordre économique ne peuvent plus être dissociés des guerres,

34 Botswana

35 Multilinguisme et injustice sociale linguistique au Botswana

étant donné l’interdépendance entre ces deux phénomènes. Or, si la corrélation entre crises économiques et guerres est souvent observée et évidente, c’est la causalité entre ces deux manifestations qui est plus complexe à établir : les crises économiques sont-elles les causes ou les conséquences des guerres ?

“La géopolitique ne se contente pas d’influencer les frontières, elle détermine souvent la stabilité économique et le bien-être d’une nation. Les guerres, directes ou indirectes, peuvent être déclenchées ou exacerbées par des rivalités économiques, et, en retour, les conflits armés ont un impact significatif sur l’économie mondiale.”

Brzezinski Le Grand Échiquier (1997)

Il n’est pas difficile de concevoir comment les crises économiques sont la conséquence de litiges armés. Les coûts économiques engendrés par la reconstruction des sociétés post-guerre noient les Etats dans des endettements élevés et des restrictions budgétaires qui peuvent mener à des effondrements économiques. En Ukraine par exemple, selon des estimations récentes de la Banque mondiale, les besoins pour le redressement et la reconstruction dans les secteurs sociaux, productifs et les infrastructures s’élèvent à au moins 349 milliards de dollars, soit plus de 1,5 fois la taille de l’économie ukrainienne d’avant-guerre en 2021. Le conflit Ukrainien démontre aussi que les guerres ont des répercussions indéniables sur le commerce international qui pourraient entraîner la réduction des échanges et des investissements étrangers. C’est le cas sur le marché des hydrocarbures : en raison de la flambée des prix de l’énergie, les économies européennes se sont fortement affaiblies, contribuant à une inflation élevée des prix. De plus, ces conflits armés impactent fortement le capital humain. Effectivement, en raison de la destruction d’infrastructures et l’effondrement du système économique, les ressources essentielles telles que la nourriture, l’éducation et la santé deviennent souvent inaccessibles. Ainsi ces troubles socio-économiques

provoquent des migrations massives nuisant plus encore à l’économie du pays. Cela entraîne alors un cercle vicieux de pauvreté et d’instabilité. C’est le cas de la Syrie qui a connu une forte détérioration de son capital humain, qui a engendré un déplacement de millions de Syriens, suite à la guerre de 2011.

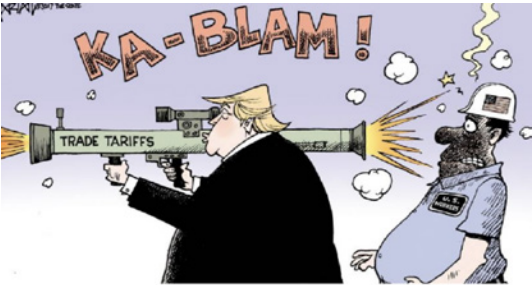
Cependant, on pourrait aussi supposer que l’instabilité économique précède l’éclatement politique. Effectivement, les crises financières peuvent engendrer une montée des tensions entre les différents acteurs, ce qui mène éventuellement à la guerre. La seconde guerre mondiale illustre ceci parfaitement avec la montée du nazisme en Allemagne qui a eu lieu dans un contexte économique déplorable. Le pays étant anéanti économiquement en raison de la Grande Dépression, le parti nazi en a profité pour flatter l’opinion à travers des discours populistes insistant sur des remontées économiques, ce qui a permis de justifier un réarmement.

De même, les crises économiques sont souvent la cause de soulèvements internes entraînant une instabilité politique. C’est d’ailleurs le cas au Venezuela qui connaît actuellement un marasme économique. En effet, cette crise économique caractérisée par une hyperinflation, une dévaluation de la

monnaie et une baisse drastique des revenus pétroliers a mené à une forte crise humanitaire. Cela engendre de nombreux soulèvements internes en opposition au gouvernement vénézuélien créant ainsi une instabilité politique continue.

On constate aussi de nos jours une forte interdépendance entre crises économiques et guerres économiques.

Les guerres économiques sont des « guerres irrégulières ». Elles désignent l’ensemble de stratégies mises en œuvre par des entités économiques, qu’elles soient des Etats, des entreprises ou des groupes d’individus, dans le but de renforcer leur position économique



Mark J. Perry, *AEIdeas*, January 10, 2017

et d’affaiblir leurs concurrents ou adversaires.

Cette nouvelle forme de guerre peut avoir des conséquences indéniables sur l’économie, devenant même une cause de crise économique. En effet, les mesures mises en place tels que les tarifs douaniers, les mesures protectionnistes, les blocus et les sanctions économiques, perturbent les échanges commerciaux, isolent les pays économiquement (avec les embargos par exemple) et créent un climat d’incertitude ce qui entrave donc la croissance économique et nuit à la stabilité d’un pays. Prenons l’exemple de la guerre économique

entre la Chine et les Etats-Unis débutée en 2018, sous Trump, caractérisée principalement par une augmentation des droits de douanes réciproques. L’impact sur la croissance économique mondiale est conséquent : les échanges commerciaux se sont réduits, ralentissant la croissance économique internationale d’après le FMI.

En conclusion, crises économiques et guerres sont bel et bien interconnectées. Les guerres peuvent être la cause de crises et avoir des répercussions sur le commerce international, mais aussi la conséquence en profitant de l’instabilité économique pour justifier un armement. D’ailleurs, les crises économiques peuvent survenir à la suite de guerres économiques qui sont une forme moderne de guerre, en ayant des répercussions à l’échelle nationale ou internationale.

Le Liban a toujours été un théâtre de conflits qui portent sûrement de nombreuses répercussions sur l’économie du pays. Passant d’une période de prospérité lors des années 60, à une guerre civile de 1975 à 1990, à une importante crise économique en 2019 entraînant une nouvelle vague d’émigration massive et une instabilité socio-économique, aujourd’hui, la situation se complexifie: victime des répercussions de la guerre entre Israël et Hamas, il semblerait que le Liban doive subir une aggravation de sa crise économique.³⁶

36 <https://www.economie.gouv.fr/facileco/quelles-sont-consequences-des-krachs#:~:text=En%20fait%2C%20un%20krach%20boursier,la%20val-eur%20de%20leur%20patrimoine.>

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2022/10/04/russian-invasion-of-ukraine-impedes-post-pandemic-economic-recovery-in-emerging-europe-and-central-asia>

https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-868_fr.html

<https://www.cairn.info/revue-innovations-2013-3-page-175.htm>



TikTok: la drogue 2.0

Ali Aboukhoudoud (T-1)

En 2016, Christian Lüscher mène une expérience où des souris sont placées dans une cage avec un bouton. Ce bouton, une fois pressé, relâche instantanément de la dopamine, le neurotransmetteur associé à la joie. Très rapidement les souris deviennent "accros" à ce bouton, tellement qu'elles en oublient de se nourrir, de boire ou de se reproduire. Sans intervention des scientifiques, ces souris auraient fini par mourir, complètement absorbées par la recherche de cette sensation de bonheur. La seule chose qui comptait pour elles était d'appuyer sur le bouton.

Imaginez maintenant que chaque fois qu'une souris appuie sur un bouton, quelqu'un gagne de l'argent. C'est le rêve de toutes les entreprises, dont les profits dépendent de votre attention. Elles créent un besoin suffisamment fort sous une apparence inoffensive pour que les consommateurs se laissent prendre au piège sans même s'en rendre compte. Et personne n'a réussi à capturer cette dynamique aussi efficacement que TikTok. Avec un milliard d'utilisateurs passant en moyenne une heure et demie par jour sur l'application, TikTok a réussi à mettre un bouton virtuel dans notre poche, exploitant nos vulnérabilités psychologiques pour absorber notre attention.

Le modèle économique d'un réseau social repose sur une chose: l'attention. Pour utiliser ces réseaux sociaux, nous ne payons pas avec

de l'argent mais avec les heures de sommeil que nous sacrifions et le temps que nous perdons. Leur travail consiste à identifier les vulnérabilités de la psychologie humaine et à trouver des moyens de les exploiter afin d'absorber le plus d'attention possible. Il est vrai que chaque réseau social a développé son propre algorithme pour choisir le contenu à nous montrer en fonction de nos habitudes de consommation, mais aucun n'a réussi à créer une dépendance aussi puissante que TikTok. Pourtant, TikTok n'a pas un meilleur algorithme que les autres, mais il est mieux utilisé. Lorsque vous arrivez sur YouTube par exemple, vous devez choisir une vidéo parmi les dizaines de vignettes qui vous sont proposées. Et la plupart du temps, ce sont des têtes et des thèmes que vous connaissez déjà, car votre expérience est basée sur le contenu sur lequel votre curiosité vous a poussé à cliquer. Mais lorsque vous ouvrez TikTok, vous êtes immédiatement immergé dans un flux continu de contenu sélectionné pour vous. Un swipe vers le haut et vous êtes devant une danse. Un autre et vous regardez un animal qui fait quelque chose d'amusant, puis le sketch d'un humoriste. Et une heure plus tard, vous êtes toujours assis et vous n'avez pas vu le temps passer. Vous n'avez pas eu de choix conscient à faire alors qu'on vous envoyait à l'infini des contenus courts et stimulants pour tester vos centres d'intérêt.

La force de TikTok réside dans sa rapidité à vous tester sous tous les angles pour comprendre qui vous êtes. Il analyse votre localisation, vos coordonnées, votre historique, le temps passé à regarder une vidéo avant de passer à la suivante, si vous l'avez aimée, si vous avez passé du temps à lire les commentaires, etc.. En quelques heures, il identifie vos goûts musicaux, votre sens de l'humour, votre orientation sexuelle et l'état de

CONSTRUIRE LE PROGRÈS

votre santé mentale. Votre expérience ne tourne pas autour du contenu que vous recherchez ou des créateurs que vous suivez. Elle tourne autour de qui vous êtes. TikTok se distingue des autres plateformes car elle parvient à susciter votre curiosité et à vous offrir des doses variables de dopamine à chaque interaction. Que vous aimiez ou non le contenu que vous voyez, votre cerveau reçoit une récompense, renforçant ainsi votre dépendance. Les personnes qui sont accros aux machines de casino ne le font pas parce qu'elles gagnent à tous les coups. Elles



le font parce qu'en tirant le levier, elles peuvent gagner le jackpot ou rien du tout. C'est l'espoir qui les retient. Plus la récompense est variable, plus la dépendance est forte. Une étude a par ailleurs montré qu'il était possible de pousser les gens à continuer à manger de la soupe en leur donnant un bol sans fond qui se remplit au fur et à mesure qu'il se vide. La différence est que si votre estomac est capable de vous dire que vous avez mangé assez de soupe, votre cerveau, lui, ne connaît pas la sensation de satiété. Plus on regarde TikTok, plus il prend goût à ce pic de dopamine et plus il a besoin de doses rapides et fréquentes. À partir de là, toute activité qui ne consiste pas à passer d'un pic de dopamine à un autre en l'espace de quelques secondes, offrant une gratification

instantanée, vous semblera durer une éternité. Vous perdrez la motivation de rechercher une récompense à long terme. Cette dépendance à TikTok va bien au-delà de ce que l'on imagine. Elle remplit un vide dans notre vie que nous ne pourrions jamais combler autrement, et ses effets sont à long terme. Des études ont montré que l'exposition excessive à la dopamine entraîne la mort des cellules cérébrales et une diminution de la créativité. Cette dépendance peut également conduire à des troubles mentaux tels que l'anxiété et la dépression, car elle nous empêche de penser à l'avenir et nous enferme dans un cycle chimique de gratification instantanée. Vous perdrez la concentration nécessaire pour lire, travailler, regarder un film, passer du temps sans écran avec vos proches. Vous perdrez progressivement la capacité de penser. Vous souffrez des mêmes symptômes qu'un alcoolique ou un toxicomane. Mais personne ne s'inquiétera car les vôtres ne sont pas physiques, ils ne se produisent que dans votre tête.

Le rôle de la dopamine est de nous récompenser pour chaque étape de la vie. Elle veille à ce que chaque jour que nous consacrons à la réalisation de nos objectifs nous donne le sentiment d'en valoir la peine. Ce n'est pas seulement le langage du plaisir, c'est le langage de la motivation. Si les besoins de votre cerveau en dopamine sont comblés par la consommation de vidéos étrangères sur une application, il n'y a plus de raison d'essayer de faire autre chose pour vous rendre heureux. Parce qu'il en avait le projet, TikTok est parvenu à réorienter les câbles de votre cerveau afin qu'il croie que votre bonheur repose sur lui. Avec un milliard d'utilisateurs actifs, il s'est installé dans l'esprit de 12% de la population mondiale.

Principalement des jeunes qui ne trouveront jamais leur capacité cognitive car le cortex préfrontal, qui joue un rôle dans les émotions, la motivation, la prise de décision et la mémoire, n'est pas complètement formé avant 25 ans. Au lieu de nous inquiéter des progrès de l'intelligence artificielle, nous ferions mieux de nous préoccuper du déclin de la nôtre, en espérant qu'il n'est pas trop tard pour la sauver.³⁷

³⁷ ["The Psychology of TikTok Brain- AIDAR Cam](#)
["Is 'TikTok Brain' Affecting Kids?"-MILLER Mira](#)
["TikTok brain' may be coming for your kid's attention span"- COLE-](#)
[MAN Theara](#)
["Research on Adolescents Regarding the Indirect Effect of Depression,](#)
[Anxiety, and Stress between TikTok Use Disorder and Memory Loss" -](#)
[PENG Sha, XIAOYU Dong](#)
["Here's What Happens to Your Brain on TikTok, According to a Neuro-](#)
[scientist"- DICKEY Dana](#)
["How TikTok hijacks your brain" - GOODPASTER Caitlin](#)
["TikTok tue votre cerveau, une vidéo courte à la fois"-](#)
[Depression and social anxiety in relation to problematic TikTok use](#)
[severity: The mediating role of boredom proneness and distress intoler-](#)
[ance"- YAO Nisha, CHEN Jing, HUANG Siyuan, MONTAG Christian,](#)
[ELHAL Jon](#)
["What TikTok does to your mental health : 'It's embarrassing we know](#)
[so little"- KARI Paul](#)

LA FOODTECH: Quand technologie et cuisine fusionnent pour réinventer notre assiette...

Lenny el Hayek (T.4)

Imaginez un monde où chaque bouchée raconte une histoire d'innovation et de progrès... Bienvenue dans l'univers fascinant de la FoodTech, où la frontière entre cuisine et technologie s'efface pour donner naissance à une révolution gastronomique sans précédent. La FoodTech, abréviation de Food Technology, désigne l'application de la science et de la technologie à tous les aspects de la production alimentaire, de la transformation des matières premières à la distribution des produits finis. En d'autres termes, lorsqu'on parle de FoodTech, on évoque l'utilisation de technologies de pointe afin d'améliorer la production et la consommation alimentaire. Je vous invite donc à embarquer pour un voyage captivant au cœur de l'avenir de l'alimentation...

Pour commencer, le progrès technique influence la production alimentaire de trois manières principales. Tout d’abord, l’automatisation et la robotique dans les exploitations agricoles réduisent la dépendance à la main-d’œuvre humaine et optimisent les processus de culture, les rendant donc plus efficaces. Par exemple, les drones agricoles équipés de capteurs améliorent la santé des cultures en détectant



les maladies et en appliquant précisément des intrants tels que les pesticides ou les engrais. Ensuite, l’optimisation de la chaîne d’approvisionnement grâce à des technologies de suivi en temps réel, comme les capteurs IoT intégrés dans les emballages alimentaires, assure la fraîcheur et la sécurité des aliments pendant le transport et le stockage. Et troisièmement, le développement de nouvelles sources alimentaires telles que la culture cellulaire répond à la demande croissante de viande tout en réduisant l’empreinte environnementale de l’élevage. Par exemple, les bioréacteurs sont utilisés pour cultiver des cellules musculaires animales et produire de la viande de qualité sans abattage d’animaux (viande végétale), réduisant ainsi la consommation de terres agricoles et d’eau, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre.

Le progrès technique influence également l’expérience culinaire du consommateur de trois manières principales. Tout d’abord, la réalité virtuelle (RV) et la réalité augmentée (RA) permettent aux consommateurs de découvrir virtuellement les aliments et les recettes avant de les acheter ou de les préparer, élargissant ainsi leurs horizons culinaires. Celles-ci permettent par exemple aux utilisateurs de visiter virtuellement des restaurants et des marchés alimentaires du monde entier. De plus, les chefs utilisent la RV pour créer des expériences gastronomiques immersives où les convives peuvent interagir avec des environnements virtuels pendant leur repas, créant ainsi des souvenirs uniques et mémorables. Ensuite, les applications mobiles et les plateformes en ligne de suivi nutritionnel par exemple utilisent des algorithmes d’intelligence artificielle pour analyser les préférences alimentaires, les besoins nutritionnels et les objectifs de santé des utilisateurs, leur proposant ainsi des recommandations personnalisées pour leur régime alimentaire. Ils permettent aux utilisateurs d’enregistrer leurs repas et de recevoir des conseils personnalisés pour améliorer leur alimentation en fonction de leurs objectifs de santé, comme perdre du poids, réduire leur consommation de sucre ou augmenter leur apport en protéines. Enfin, les plateformes de livraison alimentaire ou de réservation transforment les modèles de distribution et de consommation traditionnels en ce qui concerne la restauration, en offrant aux consommateurs un accès facile et pratique à une variété de restaurants et de cuisines à travers des applications mobiles et des sites web. Par exemple, les plateformes telles que UberEats ou Deliveroo offrent des options de livraison innovantes telles que la livraison par abonnement ou la livraison à travers des ro-

bots. On constate aussi l’émergence d’autres applications mobiles tel que TheFork, Leader européen des réservations de restaurants avec 80 000 partenaires, permettant la comparaison des avis, menus et prix.

Le progrès technique a donc incontestablement révolutionné notre manière de penser, de produire et de savourer la nourriture. Il joue un rôle essentiel dans l’avenir de notre alimentation. Ces avancées technologiques promettent un avenir où la nourriture sera plus durable, plus sûre et plus accessible pour tous.³⁸



38 <https://www.techtarget.com/whatis/feature/The-future-of-the-food-industry-Food-tech-explained>
<https://www.brookings.edu/articles/automation-from-farm-to-table-technologys-impact-on-the-food-industry/>
<https://www.mdpi.com/2304-8158/13/4/506>
<https://chandigarhphilosophers.com/index.php/ijmrp/article/view/113>
https://nsft.sbm.ac.ir/browse.php?a_id=3708&sid=1&slc_lang=en

L’IA: une course entre technologie et vérité

Malek Kabbara (T.2)

L’intelligence artificielle (IA) est devenue omniprésente dans notre société, suscitant à la fois fascination et inquiétude. L’une des préoccupations majeures est son implication dans la propagation des “fake news”. Comment l’IA est utilisée précisément dans la diffusion des “fake news”? Et surtout, comment pouvons-nous discerner le vrai du faux?

L’IA désigne la capacité d’une machine à imiter l’intelligence humaine, effectuant des tâches telles que la résolution de problèmes, la reconnaissance de la parole et la prise de décision. Les systèmes d’IA utilisent des algorithmes complexes pour analyser des données et apprendre des modèles, permettant des performances similaires voire supérieures à celles des humains.³⁹ Actuellement, on retrouve 3 types d’intelligence artificielle: l’IA faible, comme Siri dans les produits Apple, l’IA générale telles que ChatGPT et Google Bard, et enfin la super intelligence artificielle, capable de réaliser des tâches complexes sans intervention humaine, comme la conduite automobile autonome.

39 [Quelle est la véritable nature... de l’Intelligence Artificielle ?](#)

Se méfier de l’intelligence artificielle...

Les “fake news”, sont alors des histoires fausses partiellement ou complètement fabriquées dépourvues de faits vérifiés ou de sources fiables. Elles sont aussi souvent utilisées dans le but de manipuler l’opinion publique, pouvant semer la confusion, influencer les perceptions et compromettre la démocratie.⁴⁰ Leur prévalence a atteint des niveaux alarmants, en partie à cause de la rapidité de diffusion facilitée par les plateformes en ligne.

L’IA est de plus en plus utilisée pour créer et diffuser des “fake news”. Des algorithmes sophistiqués peuvent générer du contenu trompeur, imitant le style humain. Des études révèlent que des modèles tels que ChatGPT peuvent involontairement propager des informations erronées.⁴¹ De plus, les robots basés sur l’IA peuvent être programmés pour partager, publier ou retweeter de faux articles d’actualité sur les plateformes en ligne. Enfin, les algorithmes Deepfake peuvent créer des vidéos manipulées ou des enregistrements audio très convaincants de personnalités publiques disant ou faisant des choses qu’elles n’ont jamais réellement faites.

...mais pas autant que ça ?!

Or, comment faire pour identifier ces “fake news”?⁴² Face à cette menace, l’éducation à l’esprit critique et la vérification des sources

⁴⁰ [Quels sont les impacts de la désinformation? | Agence Science-Presse](#)

⁴¹ [L’IA aggrave la pandémie de Fake news dans le monde et menace la notion même de réalité - Médias24](#)

⁴² [Comment identifier les fake news](#)

demeurent cruciales pour discerner le vrai du faux. Des initiatives telles que l’utilisation de l’IA pour détecter les “fake news” sont en cours, mais la vigilance humaine reste irremplaçable.



En effet, malgré les défis posés par l’IA dans la lutte contre les “fake news”, elle peut également être un outil précieux. En utilisant des algorithmes sophistiqués,⁴³ elle est capable d’analyser rapidement d’énormes volumes de contenu et d’identifier des schémas de comportement, des mots-clés ou d’autres indicateurs qui signalent la présence potentielle de “fake news”. En matière de modération du contenu, l’IA offre une approche proactive. Les systèmes automatisés peuvent repérer les contenus potentiellement problématiques avant même qu’ils ne soient signalés par les utilisateurs. Cela permet une intervention rapide, limitant la viralité des fausses informations. Les réseaux sociaux, en tant que canaux privilégiés de propagation des “fake news”, sont également au cœur des efforts visant à contrer cette désinformation.

⁴³ [L’impact de l’intelligence artificielle sur les réseaux sociaux - Smart World 360](#)

Ainsi, dans un monde où la technologie évolue à grande vitesse, il est nécessaire de reconnaître que l’IA représente à la fois un espoir pour l’humanité mais aussi une source d’inquiétude. En effet, il n’est plus du tout certain que l’emploi des nouvelles technologies soit sans conséquence pour l’homme. La question qui se pose alors est celle de savoir si tout ce qui est possible techniquement est pour autant légitime. Où se situe au fond le vrai progrès? Dans le règne de la technoscience ou dans la moralité? L’un n’allant pas nécessairement avec l’autre. Tout ce qui peut être créé ne doit pas nécessairement l’être, et au lieu d’avoir une foi inconsidérée dans le progrès, l’homme se doit de critiquer les conditions de possibilité d’un progrès technologique.



glflmonopolytic@gmail.com



glflmonopolytic

N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires et suggestions concernant cette publication. Nous sommes ouverts à toutes les idées et contributions qui pourraient améliorer la qualité de nos contenus et enrichir les débats.